

Oslo, capitale de la Norvège, interdit les produits et les services des colonies de peuplement israéliennes

28 octobre 2019

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Norvège

Oslo se joint à cinq autres municipalités et un conseil de comté de la Norvège pour interdire les produits et les services issus des colonies de peuplement israéliennes.

Dans une étape historique, le nouveau conseil municipal d'Oslo, récemment élu, exclut des marchés publics les biens et services des colonies de peuplement israéliennes. L'interdiction des biens provenant des colonies illégales d'Israël dans le Territoire palestinien occupé s'inscrit dans la plate-forme nouvellement adoptée pour 2019-2023, approuvée par le conseil municipal d'Oslo récemment élu et dirigé par la Gauche socialiste (SV), le Parti travailliste et les partis Verts.

En dépit des tentatives concertées d'Israël et de ses alliés de droite en Norvège et dans le monde, pour réprimer les mesures soutenant les droits des Palestiniens, Oslo, la capitale et la ville la plus importante de la Norvège, est devenue la sixième municipalité norvégienne à interdire les produits et services issus des colonies, aux côtés d'un conseil de comté.

La semaine dernière, un expert indépendant des Nations-Unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, Michael Lynk, a réclamé une interdiction internationale de tout bien venant des colonies de peuplement israéliennes,

comme un pas vers la fin de cette occupation illégale qui dure israélienne depuis 52 ans.

Le conseil municipal d'Oslo s'est engagé par le biais de sa nouvelle plate-forme à :

« Enquêter sur les possibilités d'agir dans la réglementation des approvisionnements à ne pas acquérir de produits et services produits sur un territoire en violation du droit international par des entreprises opérant avec l'autorisation de la puissance occupante ».

L'interdiction des produits et services des colonies ne fait pas de distinction entre les sociétés israéliennes et les sociétés internationales qui opèrent dans les colonies illégales israéliennes.

Sunniva Eidsvoll, dirigeante de la section du Parti de la gauche socialiste (SV) d'Oslo et du groupe SV au conseil municipal de la ville, a déclaré :

« Le peuple palestinien, qui doit faire face, chaque jour, à l'occupation illégale de son territoire, mérite une attention et un soutien internationaux. Veiller à ce que les droits humains et le droit international ne soient pas violés relève d'une responsabilité mondiale partagée. Je suis fière que le conseil municipal d'Oslo ait pris aujourd'hui des mesures visant à empêcher que les biens et les services acquis par la ville ne viennent en soutien à l'occupation illégale de la Palestine, ou d'autres territoires.

« Le Parti de la gauche socialiste de Norvège est un partisan de longue date du mouvement BDS ».

Tora Systad Tyssen, de l'association des ONG norvégiennes pour la Palestine (Fellesutvalget pour la Palestine) a déclaré :

« Le conseil municipal d'Oslo suit ceux de Trondheim, Tromsø, Vaksdal, Hamar, Lillehammer, et le conseil du comté de

Nordland en interdisant tout commerce avec les colonies illégales israéliennes sur la terre palestinienne occupée. Il est encourageant et motivant de voir des conseils municipaux norvégiens adopter une position ferme en faveur des droits de l'homme et du droit international quand notre gouvernement actuel y faillit.

« Alors que notre gouvernement national recherche plus de commerce et de coopération avec Israël, le nouveau conseil municipal d'Oslo déclare clairement ne pas vouloir contribuer financièrement au vol à grande échelle des terres et ressources palestiniennes qu'est en train de commettre l'industrie coloniale en expansion d'Israël ».

Alys Samson Estapé, coordinatrice des campagnes européennes du Comité national palestinien du BDS (BNC) a déclaré :

« Nous nous félicitons de cette mesure juridiquement et moralement responsable prise par le conseil municipal d'Oslo. Les conseils municipaux montrent qu'ils ne se laissent pas découragés par la répression, et qu'ils continuent d'ouvrir la voie, en dépit de l'inaction des gouvernements nationaux. L'interdiction des biens et services issus des colonies illégales d'Israël est le moins que puissent promulguer les institutions gouvernementales afin de réduire leur complicité avec le régime israélien d'apartheid, de colonialisme de peuplement et d'occupation.

« En plus d'une telle interdiction, le gouvernement norvégien devrait également adopter un embargo total sur le commerce direct et indirect des armes et sur la coopération militaire avec Israël et les entreprises israéliennes, afin de garantir le respect du droit international par les utilisateurs finaux.

« Le gouvernement irlandais examine actuellement le projet de loi relatif aux Territoires occupés, approuvé par les deux chambres du Parlement, qui interdirait à l'Irlande d'importer des produits venant des colonies de peuplement illégales

d'Israël.

« En 2018, trois partis de droite avaient cherché à empêcher le boycott des colonies, à Trondheim et Tromsø. Cependant, le secrétaire d'État à au ministère des Affaires étrangères de Norvège, Audun Halvorsen, a porté un coup à ces tentatives, affirmant qu'un boycott des 'biens et services produits dans les colonies ne va pas à l'encontre des engagements internationaux de la Norvège' ».

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS FRANCE

Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes »

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) – 25 octobre 2019

Faites savoir au fabricant de vêtements de sport Puma que vous ne ferez pas partie de #PumaFam tant qu'il n'aura pas mis fin à son soutien aux colonies de peuplement israéliennes illégales qui poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.

Le 26 octobre, des organisations de plus de 20 pays ont

participé à la 2^e journée mondiale d'action #BoycottPuma.

Puma est le principal mécène de la Fédération d'Israël de football, laquelle regroupe les équipes **des colonies de peuplement israéliennes, qui sont illégales et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.**

Les athlètes et les équipes palestiniens appellent au boycott de Puma jusqu'à ce qu'il mette fin à son soutien aux saisies illégales de terres par Israël.

Puma continue de revendiquer un « dévouement à une égalité universelle » et d'évoquer les valeurs de la « Famille Puma ».

Les colonies de peuplement illégales d'Israël qui s'agrandissent ont un **impact dévastateur sur les familles palestiniennes.**

Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes. (tweet) »

L'occupation militaire d'Israël expulse les familles palestiniennes, avec les enfants, de leurs maisons pour faire la place à ces colonies de peuplement. Ses murs d'apartheid et check-points militaires coupent les familles de leurs terres et les unes des autres. Les démolitions de maison par Israël et ses expulsions forcées font que les familles palestiniennes vivent dans **un état de terreur permanent.**

Le logo emblématique du chat bondissant de Puma est devenu un symbole d'approbation pour les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes.

Les défenseurs des droits humains à travers le monde se préparent pour plus de **50 actions** dans les magasins, les bureaux et lors des matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux pour promettre votre

soutien à l'appel palestinien au **#BoycottPuma**.

Passez à l'action :

– **Tweetez à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre » ;**

– **Postez ce texte sur Facebook et Instagram avec l'image ci-dessus ou ci-dessous.**

Puma soutien les colonies de peuplement d'Israël.

L'occupation militaire d'Israël force les familles palestiniennes à quitter leurs maisons pour laisser la place aux colonies de peuplement.

Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que @Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre »

<https://bdsmovement.net/pumafam>

Les familles palestiniennes luttent contre l'occupation militaire israélienne pour un avenir de liberté, de justice, d'égalité et de dignité.

La « Famille Puma » tout entière devrait exhorter Puma à mettre fin à son soutien au régime raciste de l'apartheid israélien pour aider à faire de cet avenir une réalité.

ps : Possédez-vous Puma Sportswear ? Rejoignez #RebrandPuma !



Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS France

Avez-vous des vêtements de sport de la marque Puma? Rejoignez #RebrandPuma!

25 octobre 2019

Par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI)/

Si vous avez acheté du matériel Puma avant que l'entreprise ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, renommez-les en écrivant «Boycott» sur le logo!

Plus de 200 équipes sportives palestiniennes appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne. L'année dernière, Puma est devenu le sponsor principal de l'Association de football israélienne (IFA), qui comprend des équipes installées dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Le parrainage de l'IFA par Puma donne à Israël le feu vert

pour continuer à s'emparer de terres illégales pour chasser les familles palestiniennes de leurs terres.

Les partisans des droits de l'homme palestiniens qui avaient déjà acheté du matériel Puma avant l'accord de parrainage conclu entre Puma et l'IFA ont renommé leurs vêtements, chaussures, chapeaux et sacs Puma. En écrivant «Boycott» sur le logo Puma, ils annoncent leur soutien à l'appel des athlètes palestiniens.

#RebrandPuma!

Possédez-vous des vêtements de sport de marque Puma? Renommez-les!

Écrivez «Boycott» ou d'autres messages en faveur de la campagne au-dessus du logo Puma, ou tout simplement, collez-les sur le logo Puma. Faites une courte vidéo ou prenez-vous en photo avec votre équipement Puma modifié et publiez-la sur les réseaux sociaux à l'aide du hashtag #RebrandPuma. Voir un exemple de tweet / post ci-dessous:

J'ai acheté du matériel @Puma avant que Puma ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Jusqu'à ce que Puma mette fin à la complicité dans l'occupation militaire israélienne, #RebrandPuma soutiendra les athlètes palestiniens appelant à #BoycottPuma.

Rejoignez-nous

Le 26 octobre, des groupes de 20 pays se joindront à la deuxième journée mondiale d'action organisée dans les points de vente, bureaux et matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux avec #RebrandPuma!

Source: [BDS movement](#)



Les réponses du Comité national palestinien de BDS au rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance

15 juillet 2019

Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme contre les Noirs, le racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie.

Réponses, par Omar Barghouti au nom du Comité national palestinien de BDS (BNC), aux questions du Dr. Ahmed Shaheed, [rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance](#).

1. Pourriez-vous, s'il vous plaît, expliquer les principaux objectifs et les activités du mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ? Comment ces activités sont-elles menées ?

OB : Les objectifs du mouvement BDS, comme spécifié dans [l'appel BDS](#) lancé par la société civile palestinienne en 2005, sont : la fin de l'occupation de 1967 par Israël, l'égalité totale pour les citoyens palestiniens d'Israël, et le respect et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, en accord avec la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Ces objectifs sont fermement basés sur le droit international.

L'appel BDS a été lancé lors du premier anniversaire de l'avis

consultatif de la Cour internationale de justice condamnant comme illégal le mur d'Israël en territoire palestinien occupé et appelant les états tiers à ne pas reconnaître ses conséquences et à oeuvrer pour qu'il soit démantelé.

La majorité absolue de la société civile palestinienne soutient le mouvement BDS et reconnaît que les trois objectifs de l'appel BDS constituent les conditions minimales requises pour que le peuple palestinien exerce son droit inaliénable à l'auto-détermination.

Inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, BDS appelle à des mesures non violentes pour amener Israël à respecter ses obligations selon le droit international. Ces mesures incluent des boycotts et des initiatives de désinvestissement contre les corporations et les institutions israéliennes ou internationales qui favorisent les violations par Israël des droits humains palestiniens. Elles incluent aussi des sanctions ciblées et légales par des organisations étatiques, inter-étatiques ou internationales, conçues pour mettre un terme aux violations par Israël du droit international.

2. Basées sur la déclaration « Le racisme et la discrimination raciale sont l'antithèse de la liberté, de la justice et de l'égalité », quelles sont les garanties mises en place pour s'assurer que les activités du mouvement sont compatibles avec les standards internationaux sur les droits humains et ne constituent pas une forme d'incitation, quelle qu'elle soit, à la haine ou à la violence ?

OB : Le mouvement non violent BDS pour les droits palestiniens, ancré dans la Déclaration universelle des droits humains, considère son [ensemble anti-raciste de principes](#) comme un de ses piliers fondamentaux. Comme l'affirme le document de référence : « Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ni discours qui adopte ou promeut, entre autres, le

racisme contre les Noirs, le racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie. »

En conséquence, le mouvement BDS ne cible personne à cause de son identité juive ou israélienne. Le mouvement BDS, au contraire, cible des institutions et des entreprises commerciales à cause de leur implication dans des violations flagrantes par Israël des droits palestiniens et du droit international. Nous ne travaillons pas pour ceux qui incitent à la haine, au fanatisme ou à la violence raciale.

Cet engagement éthique est fondé sur notre profonde conviction que la justice et les droits humains sont indivisibles et que toute haine, toute offense et tout fanatisme contre des groupes humains basés sur une identité de race, de genre, d'orientation sexuelle, de religion ou toute autre identité doivent être rejetés et combattus par tous les défenseurs des droits humains, indépendamment de l'identité des coupables ou des victimes.

Le mouvement BDS sensibilise constamment les gens sur sa déclaration principielle antiraciste dans ses campagnes ainsi que dans ses communications internes et externes et son expression dans les médias. Il s'associe aussi avec des mouvements progressistes, des syndicats, des groupes de foi, des groupes d'étudiants, des associations universitaires, des collectifs d'artistes, des groupes féministes et LGBTQI, qui partagent ses valeurs et ses principes antiracistes.

3. Beaucoup de groupes juifs s'inquiètent de ce que BDS aille au-delà de la critique des politiques israéliennes et promeuve la diabolisation et la délégitimation d'Israël. Ils allèguent en particulier que BDS cherche à éliminer l'existence même d'Israël parce que la campagne ne soutient pas une solution à deux états. Comment répondriez-vous à ces inquiétudes ?

OB : Cette question est fondée sur le postulat que ceux qui sont opposés à la « solution à deux états » (telle qu'elle est définie par les Nations Unies, je suppose) cherchent en fait à « éliminer l'existence même d'Israël ». Toute personne ayant suivi les déclarations officielles du gouvernement d'extrême-droite d'Israël, y compris du Premier Ministre [Benjamin Netanyahu](#) et des [ministres](#) du gouvernement, du comité central du parti du Likoud au pouvoir, ainsi que des [leaders de la majorité à la Knesset](#) ne peut que reconnaître qu'Israël a [exclu une solution à deux états](#). Il adopte de plus en plus la vision d'un « grand Israël » – une solution à un état d'apartheid.

Pendant la dernière campagne d'élection parlementaire en Israël, Netanyahu a promis de commencer à [annexer](#) la Cisjordanie et a à de multiples reprises incité à l'hostilité contre les citoyens palestiniens d'Israël, [déclarant](#) : « Israël n'est pas l'état de tous ses citoyens – Israël est l'état nation du peuple juif – et seulement cela ». Son gouvernement actuel est même plus extrême et intrinsigant que le précédent, qui était le [plus raciste](#) de l'histoire d'Israël. Netanyahu, avec le [soutien](#) entier du gouvernement de Trump, a de fait [déclaré](#) la fin du paradigme à deux états, qui a été la pierre angulaire du processus de paix d'Oslo organisé par les Etats-Unis pendant près de trois décennies, en [affirmant](#) : « Toutes les colonies, sans exception, celles qui sont en blocs et celles qui ne le sont pas, doivent rester sous souveraineté israélienne ».

Le plus grand parti d'opposition en Israël, Bleu et Blanc, [n'appuie pas davantage un état palestinien ou une solution à deux états](#) en concordance avec les résolutions des Nations Unies. Cela veut dire que la majorité absolue à la Knesset aujourd'hui s'oppose à la solution à deux états.

Ceci étant donné, est-ce vous concluriez, à partir du même postulat, que le gouvernement et le parlement israéliens « cherchent à éliminer l'existence même d'Israël » ? En fait,

c'est ce que certains généraux israéliens importants [accusent](#) plus ou moins le gouvernement d'extrême droite d'Israël de faire.

Indépendamment de cela, et comme cela est clairement [indiqué](#) sur le site web du mouvement, « le mouvement BDS ne soutient pas une solution spécifique au conflit et n'appelle pas à soutenir une solution à un état ou à deux états. BDS, au contraire, se focalise sur la réalisation des droits fondamentaux et l'implémentation du droit international ». Les [Nations Unies](#) ont caractérisé ces droits comme des « droits inaliénables du peuple palestinien », soulignant que « le respect total et la réalisation » de ces droits « sont indispensables pour la solution de la question palestinienne ». A ce titre, le mouvement BDS promeut l'obligation de rendre des comptes vis-à-vis d'obligations internationales qui doivent être respectées dans toute solution politique qui puisse conduire à une paix juste et durable.

Appeler à la liberté, à la justice et à l'égalité pour le peuple palestinien, comme le fait le mouvement BDS, ne peut raisonnablement ou logiquement être compris comme appeler à « éliminer » quoi que ce soit, sauf la soumission, l'injustice et l'inégalité.

C'est seulement si l'on suppose que l'existence même d'Israël est basé sur le maintien du régime actuel d'oppression coloniale, d'occupation militaire et d'apartheid que l'on pourrait accepter l'assertion, qui serait sinon illogique, de la question. Après tout, mettre fin à l'apartheid n'a pas « éliminé l'existence même de l'Afrique du Sud », pas plus que mettre fin au régime Jim Crow aux Etats-Unis n'a mis fin à leur existence même. Dans les deux cas, mettre fin à l'oppression a permis plus de liberté, plus de justice et plus d'égalité, et c'est exactement ce que BDS cherche.

4. Dans la déclaration (voir question 2) ci-dessus, il était indiqué que « Nous rejetons le sionisme, en tant qu'il constitue le pilier idéologique raciste et discriminatoire du régime d'occupation, de colonialisme d'occupation et d'apartheid d'Israël qui a privé le peuple palestinien de ses droits humains fondamentaux depuis 1948 ». Pourriez-vous, s'il vous plaît, expliquer ce que vous voulez dire et ce que vous comprenez par sionisme et si vous l'assimilez à du racisme et si oui en quoi ceci est différent d'être antisémite ?

OB : L'année dernière, plus de [40 groupes juifs internationaux](#), dont l'influent groupe *Jewish Voice for Peace* [Voix juive pour la paix] aux Etats-Unis, ont condamné l'amalgame entre « les critiques légitimes d'Israël et le plaidoyer en faveur des droits palestiniens avec de l'antisémitisme, comme moyen de supprimer les premiers ». Leur déclaration disait : « Cet amalgame mine à la fois la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité et la lutte mondiale contre l'antisémitisme. Il sert aussi à protéger Israël de devoir rendre des comptes vis-à-vis des standards universels des droits humains et du droit international ».

Jusqu'à ce que l'holocauste nazi contre les Juifs commence à se déployer à la fin des années 1930, la majorité absolue des communautés juives dans le monde rejetait le sionisme politique. Comme l'important philosophe [Joseph Levine](#) [l'explique dans le New York Times](#) :

« Les dix-huitième et dix-neuvième siècles furent la période d'« émancipation » des Juifs en Europe occidentale, celle pendant laquelle les murs des ghettos furent détruits et les Juifs se virent accorder les droits entiers de citoyenneté dans les états où ils résidaient. Les forces antisémites à cette époque, celles s'opposant à l'émancipation, étaient associées non à la négation de l'existence d'un peuple juif, mais à une insistance emphatique sur elle ! L'idée était que

puisque les Juifs constituaient une nation propre, ils ne pouvaient être des citoyens loyaux d'un état européen. Les libéraux qui s'opposaient fortement à l'antisémitisme insistaient sur le fait que les Juifs pouvaient à la fois pratiquer leur religion et maintenir leurs traditions culturelles tout en gardant leur citoyenneté entière dans les états-nations variés dans lesquels ils résidaient ».

– En 1975, une large majorité de l'Assemblée générale des Nations Unies [a adopté](#) une résolution qui mettait en lumière les liens entre le sionisme et l'apartheid en Afrique du Sud et condamnait le premier en tant que forme de racisme. Cela ne fut abrogé qu'en 1991 sous une intense pression américano-israélienne dans le contexte du « processus de paix » de Madrid.

– Récemment, *Jewish Voice for Peace* (JVP), la plus grande organisation juive progressiste dans le monde, a rendu publique une déclaration [historique condamnant le sionisme](#). Elle disait :

« Bien qu'il ait historiquement de nombreuses souches, le sionisme qui s'est implanté et existe aujourd'hui est un mouvement colonialiste, établissant un état d'apartheid dans lequel les Juifs ont plus de droits que d'autres. Notre propre histoire nous enseigne à quel point ceci peut être dangereux. La dépossession des Palestiniens et l'occupation viennent de sa conception même. Le sionisme a signifié un traumatisme profond pour des générations, séparant systématiquement les Palestiniens de leurs maisons, de leurs terres, et les uns des autres. Le sionisme, en pratique, a provoqué des massacres du peuple palestinien, la destruction d'anciens villages et de champs d'oliviers, la séparation de familles vivant à seulement quelques kilomètres de distance par des checkpoints et des murs, des enfants s'accrochant aux clés de maisons dont leurs grands-parents ont été exilés par la force. »

Réfléchissant sur le dommage que le sionisme a causé aux

communautés juives, la déclaration de JVP dit :

« En partageant nos histoires les uns avec les autres, nous voyons les manières dont le sionisme a aussi causé du tort au peuple juif. Beaucoup d'entre nous ont appris du sionisme à traiter nos voisins avec suspicion, à oublier la façon dont les Juifs ont construit des foyers et des communautés quel que soit l'endroit où nous nous trouvions. Les Juifs ont eu de longues histoires intégrées au monde arabe et à l'Afrique du Nord, vivant au milieu des musulmans et des chrétiens, et partageant communauté, langage et coutumes avec eux, pendant des milliers d'années. En créant une hiérarchie raciste avec les Juifs européens au sommet, le sionisme a effacé ces histoires et détruit ces communautés et ces relations ».

– Les Palestiniens, les Arabes et de nombreux progressistes considèrent le sionisme comme une idéologie politique raciste qui a formé l'échafaudage idéologique de la dépossession colonialiste du peuple palestinien et la Nakba israélienne en cours. Ceci se base sur les faits suivants :

1. L'idéologie raciste du nationalisme et du colonialisme européens chauvins de la fin du 19e siècle a été adoptée par le courant dominant du mouvement sioniste (Organisation sioniste mondiale, Agence juive, Fonds national juif, etc.) pour justifier son projet colonial d'un état juif d'exclusion en Palestine (i.e. dans la région de l'actuel Israël et des territoires palestiniens occupés) et pour recruter un soutien politique à son profit, aux dépens des Arabes palestiniens autochtones.
2. Le sionisme politique laïc a traduit d'anciennes notions spiritualo-religieuses des Juifs comme « peuple élu » et « Eretez Israël » en un programme colonial raciste, qui –basé sur la doctrine que les Juifs étaient une nation séparée en termes politiques, avec des revendications supérieures sur la Palestine – appelait à « sauver » la Palestine, déclarée être « une terre sans peuple ».

3. La réalisation de ce projet colonial a été poursuivie avec le soutien des puissances impériales occidentales (particulièrement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis) et plus tard des Nations Unies, par une politique et des pratiques de colonisation et de transfert de population. Les traits principaux de ce projet étaient la colonisation massive d'immigrants juifs en Palestine, particulièrement au pic du génocide nazi contre les Juifs européens, et le transfert forcé d'une majorité de la population autochtone palestino-arabe.
4. Le projet sioniste du nettoyage ethnique planifié a commencé bien avant l'éclatement du conflit armé de 1948, mais il fut accompli principalement pendant le conflit armé, et sous son prétexte. De 750000 à 900 000 Palestiniens autochtones furent déplacés de force et quelque 500 communautés palestiniennes furent dépeuplées par les milices sionistes et – à partir du 15 mai 1948 – par l'armée de l'état d'Israël, pour faire place au nouvel état juif d'exclusion sur 78% de la Palestine d'avant guerre.
5. Le sionisme continue à jouer un rôle profond dans la Nakba actuelle puisqu'il a été transformé en lois et en politiques de l'état d'Israël qui constituent le régime actuel d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid. Depuis 1948, les législateurs et les gouvernements israéliens, en conjonction avec des organisations sionistes mondiales et leurs filiales, ont établi et développé un régime de discrimination raciale et de suprématie juive institutionnalisées qui dépossède systématiquement le peuple palestinien autochtone, le prive de ses droits et maintient pour lui un statut inférieur. Au moyen de ce régime, l'état d'Israël continue d'assurer sa mainmise sur une quantité maximale de terres palestiniennes avec un nombre minimal de Palestiniens, par la colonisation, le déni du droit de retour des réfugiés et le transfert forcé graduel de population qui est en cours.

6. Comme le professeur Daniel Blatman, historien de l'ère de l'holocauste à l'université hébraïque de Jérusalem et historien en chef du Musée du ghetto de Varsovie, [l'a écrit](#) récemment dans Haaretz :

« Le mouvement nazi, comme nous le savons, a flirté quelque peu avec le sionisme dans les années 1920 et 1930. Alfred Rosenberg, un des principaux idéologues nazis, a écrit à l'époque sur la nature du mouvement sioniste, et sur ce que devait être l'attitude correcte du mouvement nationaliste allemand envers lui. Dans son livre de 1920 « Die Spur » (« La Trace », la piste des juifs à travers les âges), Rosenberg suggérait d'encourager et de soutenir le mouvement sioniste allemand afin de promouvoir un exode des Juifs allemands vers la Palestine. Il notait que les sionistes étaient un groupe doté d'un potentiel de coopération à court terme avec l'Allemagne national-socialiste, puisque les deux avaient un intérêt à stopper l'assimilation et l'intégration des Juifs et à promouvoir l'émigration juive.

Rosenberg planifiait aussi d'utiliser les revendications juives comme une justification juridique pour dénier aux Juifs allemands leurs droits civiques et prouver que les Juifs eux-mêmes soutenaient aussi cette idée. La revendication sioniste selon laquelle il y avait une communauté juive séparée avec ses intérêts propres uniques culturels et nationaux, qui n'étaient pas identiques à ceux des autres Allemands, était aussi en accord avec la politique nazie dont l'implémentation commença après 1933. »

5. Quels sont vos commentaires par rapport aux critiques des états et/ou d'autres parties prenantes disant que le mouvement BDS est antisémite et que le mouvement a conduit à une augmentation de l'antisémitisme dans différents pays du monde entier ?

OB : Israël, ses groupes de pression et d'autres anti-Palestiniens répandent désespérément cette accusation infondée

sans aucune évidence, précisément parce que BDS s'est constamment opposé au racisme et à la haine anti-juifs depuis sa création et qu'il a gagné un soutien juif significatif dans le monde entier. BDS est aujourd'hui soutenu par un nombre en croissance rapide de Juifs de la [génération du millénaire](#), qui ne peuvent réconcilier leurs valeurs progressistes avec ce que le sionisme et Israël représentent aujourd'hui. Le soutien pour BDS augmente également parmi des universitaires, des écrivains, des réalisateurs, des philosophes et des défenseurs des droits humains juifs de premier plan.

Affirmer que boycotter Israël est intrinsèquement antisémite n'est pas seulement [une propagande infondée](#). Cela assimile de manière absurde Israël avec « tous les Juifs ». C'est aussi [fanatique](#) que d'affirmer que boycotter un état qui se définit comme islamique comme l'Arabie saoudite, disons, à cause de sa discrimination légale contre les femmes ou ses crimes de guerre au Yémen serait nécessairement islamophobe.

Israël et ses groupes de pression, en réponse, ont agressivement promu une [définition nouvelle et révisionniste de l'antisémitisme qui vise](#) à protéger Israël de rendre des comptes à propos des standards universels des droits humains et du droit international. »

En mai 2019, plus de [240 universitaires juifs et israéliens](#), beaucoup d'entre eux étant des spécialistes distingués de l'antisémitisme, de l'histoire juive et de l'histoire de l'holocauste, ont rendu publique une déclaration condamnant une résolution du Bundestag allemand qui diffame comme antisémite le mouvement BDS pour les droits palestiniens. De manière cruciale, leur déclaration accuse la résolution allemande de ne rien faire pour « avancer la lutte urgente contre l'antisémitisme ». La déclaration dit :

« [Nous] rejetons tous l'allégation trompeuse selon laquelle BDS en tant que tel est antisémite et maintenons que les boycotts sont un outil légitime et non-violent de résistance.

Nous, qui comprenons des chercheurs spécialistes reconnus sur l'antisémitisme, affirmons qu'on devrait être considéré comme antisémite selon le contenu et le contexte de ses mots et de ses actions – qu'ils viennent de personnes soutenant BDS ou non. Il est regrettable que la motion adoptée ignore l'opposition explicite du mouvement BDS à 'toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme'.

Le mouvement BDS cherche à influencer les politiques du gouvernement d'un état qui est responsable pour l'occupation et l'oppression actuelles du peuple palestinien. De telles politiques ne peuvent être à l'abri de la critique. Dans ce contexte, il faudrait aussi remarquer que beaucoup d'individus et de groupes juifs et israéliens soit soutiennent BDS explicitement soit défendent le droit à le soutenir. Nous considérons qu'il est inapproprié et choquant que les institutions gouvernementales et parlementaires allemandes les étiquètent comme antisémites. »

En prenant l'Allemagne comme étude de cas, le gouvernement a communiqué, un jour seulement avant la résolution du Bundestag mentionnée plus haut, une étude soulignant que 90% des attaques antisémites – et des autres attaques racistes ou xénophobes – en Allemagne viennent de l'extrême-droite. Ces 90% viennent du groupe de ceux votant pour *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne, AfD), le parti qui a proposé une résolution encore plus antidémocratique, celle de mettre le mouvement BDS hors-la-loi.

Nous condamnons fermement et systématiquement l'antisémitisme comme toute autre forme du racisme et appelons les décideurs à affronter ceux qui en sont responsables, au lieu de les protéger en ciblant le mouvement antiraciste BDS.

Finalement, la revendication simpliste d'Israël de lutter contre l'antisémitisme est en fait [minée](#) par son [déplacement marqué](#) vers le camp de l'extrême-droite et par ses [alliances](#) avec des forces xénophobes et [ouvertement antisémites](#) aux

[Etats-Unis](#), en [Europe](#), [au Brésil](#) et ailleurs.

6. La campagne offre-t-elle des directives sur la façon dont on peut discuter les objectifs du mouvement BDS en évitant la promotion de narratifs et de clichés antisémites ? Si vous découvriez que certaines des activités de votre mouvement au-delà de la Palestine étaient de fait antisémites ou incitaient à la haine et à la violence, que seraient/que pourraient être les mesures prises par BNC pour stopper ces actes. Y-a-t-il un exemple où vous condamnez ou sanctionnez de tels actes à l'intérieur du mouvement ?

OB : Le comité national palestinien de BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, qui dirige le mouvement mondial BDS pour les droits palestiniens, rejette catégoriquement toute expression de racisme, y compris l'antisémitisme. Il [affiche de manière bien visible](#) sur son site web ses directives pour les groupes qui utilisent l'acronyme BDS ou affirment faire partie du mouvement. Ces directives déclarent qu'il est attendu des partenaires BDS de « se conformer à l'engagement du mouvement BDS pour la nonviolence ainsi qu'à ses principes éthiques et antiracistes ».

Les directives indiquent également :

« Tout groupe qui propage ou tolère des formes d'expression ou des activités en conflit avec les principes d'antiracisme et de non-violence du mouvement ou qui sabote les droits palestiniens indiqués dans l'appel BDS ne peut faire partie du mouvement BDS et sera considéré comme extérieur au mouvement BDS et il lui sera demandé par le BNC de ne plus utiliser l'acronyme BDS ni de revendiquer une quelconque affiliation avec le mouvement ».

« Tout groupe qui est affilié à un groupe ou une organisation qui sont connus pour tolérer des opinions en conflit avec les

directives éthiques du mouvement BDS ou avec ses principes antiracistes ne peut faire partie du mouvement BDS et il lui sera demandé d'enlever l'acronyme BDS de son nom et de son logo. »

« Si un groupe discrédite l'un des principes éthiques et antiracistes du mouvement BDS, le BNC demandera en privé au groupe d'abandonner l'acronyme BDS et de cesser de se présenter comme faisant partie du mouvement BDS. Si le groupe ne tient pas compte de la requête du BNC dans un laps de temps donné, le BNC condamnera publiquement le groupe et distanciera de lui le mouvement BDS. »

Dans les 14 ans depuis que BDS a été lancé, de telles infractions ont été extrêmement rares. Cependant, à chaque fois qu'elles ont été détectées, le BNC a agi rapidement et résolument pour condamner et sanctionner les groupes et les individus qui affirment soutenir BDS tout en exprimant des opinions racistes, y compris envers des Juifs parce qu'ils sont juifs. Un exemple récent est celui d'un groupe au Maroc qui s'appelait « BDS Casablanca ». Quand le BNC a découvert par nos partenaires au Maroc que ce groupe avait posté/reposté des contenus antisémites sur sa page Facebook, nous avons immédiatement réclamé un rendez-vous vidéo en urgence avec eux et leur avons demandé : a. d'enlever immédiatement tout contenu antisémite et b. de poster la déclaration antiraciste des principes de BNC et d'éduquer leurs supporters à ce propos. Nous leur avons donné une date limite pour le faire. Comme ils ne l'ont pas respecté, nous avons rendu publique une déclaration [sur notre compte Facebook](#) (en arabe) condamnant leurs expressions de racisme et affirmant clairement qu'ils ne « font pas partie du mouvement BDS ». Ceci a contribué à les discréditer au sein de leur base de supporters.

7. Nous avons reçu plusieurs exemples de caricatures publiés par l'ONG palestinienne BADIL présumée mener des campagnes internationales BDS. Un des exemples est la caricature de 2010 qui incluait un homme juif, revêtu

d'un costume hassidique traditionnel, avec un nez crochu et des mèches de cheveux latérales. Il se tient sur le dessus d'une boîte ornée d'étoiles juives, écrasant à mort un enfant, et tenant des clés marquées « US » et « UK » [pour « Etats-Unis » et « Royaume-Uni » respectivement] et une fourche stylisée en forme de ménorah dégoulinante de sang, tandis que des crânes couvrent le sol. Regardez, s'il vous plait, la photo jointe. Quelle est votre opinion là-dessus ?

OB : Le BNC condamne sans équivoque ce dessin comme antisémite et comme une déformation raciste de la réalité du régime d'oppression du peuple palestinien par Israël. A notre avis, ce dessin et d'autre matériel semblablement antisémite ne devraient jamais avoir été publiés. Cette opinion est aussi partagée par BADIL, qui, en 2010 déjà, a immédiatement enlevé le dessin de son site web, a publié des excuses et a [adopté un protocole](#) qui empêche la répétition de telles erreurs (voir point 4, règles et régulations, al Awda Award). Pour autant que nous sachions, cette terrible erreur n'a jamais été répétée depuis.

Le dessin avait été sélectionné pour publication dans le contexte d'une compétition publique, non par BADIL, mais par un jury indépendant qui était clairement malavisé et irresponsable.

Par contraste, le gouvernement israélien a récemment produit une [vidéo promotionnelle pour l'Eurovision](#) à Tel Aviv dont la teneur incluait de façon flagrante des aspects antisémites (décrivant les Juifs comme « avides ») et il n'a toujours pas, ni retiré cette vidéo ni présenté des excuses pour elle.

L'année dernière, Yair Netanyahu, le fils du premier ministre israélien et une étoile montante de la droite, a posté une [caricature sans conteste antisémite](#) attaquant le philanthrope juif-américain George Soros. Aucune excuse ou rétractation n'a été pour le moment publiée par Netanyahu. Au contraire, selon

un magazine suisse, les proches conseillers du premier ministre Netanyahu [ont admis avoir fait naître](#) contre Soros la théorie antisémite du complot que le président xénophobe de la Hongrie, Orbán, a adoptée plus tard.

8. Pourriez-vous fournir plus d'information sur les cas que vous avez présentés à des tribunaux européens pour contester les accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme contre le mouvement BDS? Y-a-t-il eu une décision et pourriez-vous commenter le jugement du tribunal, s'il vous plaît ?

OB : Il y a un large consensus dans la communauté des experts juridiques et des experts sur les droits civiques et humains aux Etats-Unis et en Europe que les accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme et les mesures restrictives et punitives contre le mouvement BDS qui y sont associées violent constitutionnellement des droits protégés, en particulier le droit fondamental à la liberté d'expression.

Aux Etats-Unis, les juristes de [Palestine Legal](#), de l'Union américaine pour les libertés civiles (*American Civil Liberties Union*, [ACLU](#)), le Centre pour les droits constitutionnels, la Guilde nationale des avocats et d'autres ont défendu le droit au boycott, sur ces bases, par une défense para-juridique et des procès devant les tribunaux. L'information sur la première décision par un tribunal américain qui affirme que les boycotts pour les droits palestiniens sont protégés par le Premier Amendement [de la constitution des Etats-Unis] est disponible [ici](#). Des exemples d'autres cas contestés par les juristes aux Etats-Unis peuvent être trouvés [ici](#).

En Europe, plus de [200 chercheurs en droit et juristes](#) ont appelé les gouvernements à respecter le mouvement BDS comme un mouvement légitime en faveur des droits palestiniens. En 2016, [Federica Mogherini a écrit](#) au nom de la Commission européenne : « L'Union européenne tient fermement à protéger la liberté

d'expression et la liberté d'association en conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui est applicable sur le territoire des états membres de l'Union européenne, y compris vis-à-vis des actions BDS menées sur ce territoire ».

Les gouvernements [des Pays-Bas, de Suède et d'Irlande](#), les parlements d' [Espagne et de Suisse](#), l'Internationale socialiste et des organisations majeures des droits humains, dont la Fédération internationale pour les droits humains ([FIDH](#)) et [Amnesty International](#) ont tous soutenu le droit pour BDS d'appeler à soutenir les droits garantis par les Nations Unies du peuple palestinien.

Depuis le début 2019, le Centre européen de soutien juridique (*European Legal Support Center*, ELSC) – une initiative du Forum des droits aux Pays-Bas, de la société civile palestinienne et d'experts en droit européens – a prêté assistance à des juristes dans des pays européens pour défendre des individus et des organisations qui font face à des accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme et à la répression à cause de leur soutien pour les droits palestiniens et particulièrement pour les activités de BDS destinées à obtenir ces droits.

En Allemagne, où la répression de la solidarité avec le peuple palestinien est particulièrement sévère, une action en justice, en collaboration avec des juristes locaux, a jusqu'à présent résulté en une décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe. Dans son jugement, la Cour a expliqué que : 1) puisque l'accusation d'antisémitisme représente une allégation très sérieuse, la charge de la preuve réside dans la partie jetant l'accusation ; et 2) l'examen de la Cour n'a produit aucune évidence que le demandeur ou la campagne BDS ait violé les principes de l'ordre libéral-démocrate. Par conséquent, la Cour a ordonné à la Ville d'Oldenburg de fournir les salles demandées et BDS Oldenburg a été capable d'organiser les événements de

l'Israéli Apartheid Week [Semaine contre l'apartheid israélien] dans un espace public. La Ville a été aussi contrainte de couvrir les frais juridiques du demandeur pour les deux procédures. Une copie de la décision de la Cour (en allemand) est [ici](#). Plus d'information à propos du ELSC et de cette décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe est disponible [ici](#). Vous pouvez aussi contacter les juristes de l'ELSC directement en écrivant à : elsc@rightsforum.org.

Source: [BDS movement](#)

Traduction: CG pour BDS France

Agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les Palestiniens

Chers sympathisants, chères sympathisantes

Nous participons à la semaine mondiale d'actions pour le climat (20-27 septembre) en exigeant la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, la justice climatique pour tous, et une action gouvernementale au sommet des Nations unies pour le climat.

La crise climatique de plus en plus catastrophique, aggravée par les inégalités globales, est le fruit de la complicité de grandes sociétés et de gouvernements qui placent le profit avant les gens et la planète.

Celles et ceux qui détiennent le moins de pouvoir sont les plus affectés par la crise climatique. Ne contrôlant ni leur territoire ni leurs ressources naturelles, les Palestiniens indigènes soumis au régime répressif d'Israël subissent un apartheid climatique.

Les firmes multinationales investissent dans les combustibles fossiles ainsi que dans l'oppression du peuple palestinien par Israël, le pillage des ressources naturelles palestiniennes et l'exploitation des terres palestiniennes.

Menez deux actions sans délai :

1. [Cliquez ici](#) pour dire à la banque britannique HSBC de cesser de financer la répression israélienne et l'industrie des combustibles fossiles
2. [Cliquez ici](#) pour dire à AXA, géant français des assurances, de désinvestir du régime colonial d'Israël et des combustibles fossiles qui détruisent la planète

La pollution de l'eau, de l'air et des sols causée par le blocus israélien de Gaza et les guerres menées par Israël contre Gaza empoisonnent la vie de ce territoire. Dans le reste des territoires palestiniens occupés, Israël vole la terre et l'eau palestiniennes, et détruit des oliviers centenaires et des installations d'énergie solaire.

Israël s'efforce de repeindre son image en vert. Cependant Israël exploite d'importants gisements de gaz à des fins d'exportation, et 97,7% de sa production d'électricité provient de combustibles fossiles. La guerre, activité régulière du gouvernement israélien, est l'une des industries les plus polluantes du monde.

Les combats contre le racisme et la militarisation, pour le climat, pour la justice économique et sociale sont profondément interconnectés. Participez, là où vous vous trouvez, aux actions de la semaine pour le climat, et agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les

Palestiniens.

En solidarité,

Comité national palestinien pour le BDS (BNC)

Source : [BDS movement](#)

Traduction SM pour BDS France

Boycottez AnyVision : société israélienne de surveillance par une reconnaissance visuelle « testée sur le terrain »

Comité national palestinien du BDS/Israël, États-Unis – 30 août 2019

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) appelle au boycott d'AnyVision, société israélienne de technologie de reconnaissance visuelle, en raison de sa complicité irréfutable dans l'occupation et la répression israéliennes des Palestiniens.

AnyVision tire profit des violations, par Israël, des droits humains des Palestiniens et elle exporte sa technologie de surveillance répressive dans le monde entier.

Avec des bureaux à Tel Aviv, New York, Mexico, Londres, Belfast et Singapour, la société a été fondée en 2015 et

rapidement, elle a obtenu des investissements, des contrats et des coentreprises avec l'armée israélienne, des gouvernements et des sociétés internationales.

Human Rights Watch a demandé à Microsoft de reconsidérer ses investissements dans AnyVision étant donné « *le risque pour les droits de l'homme d'être associés à un investissement dans une société qui fournit une technologie (de reconnaissance visuelle) à une puissance occupante* ». AnyVision viole les propres principes de Microsoft sur la reconnaissance visuelle car elle fournit une technologie qui est utilisée pour une surveillance illégale.

HPE, qui fournit des serveurs au bureau de l'état civil d'Israël pour le contrôle de la population, un pilier de son système d'apartheid, utilise la technologie de reconnaissance visuelle d'AnyVision dans ses serveurs.

Telefónica, société transnationale espagnole de télécommunications, et G4S, utilisent également la technologie d'AnyVision. La ville de Nice, en France, surveille les citoyens avec AnyVision et l'été dernier, l'entrée du stade de Londres était surveillée par AnyVision.

Donner les moyens d'occuper

AnyVision joue un rôle direct dans l'occupation militaire de la Cisjordanie palestinienne, qui comprend le mur illégal et les check-points militaires d'Israël. Selon l'armée israélienne, AnyVision entre dans « *un programme de renforcement* » des check-points militaires en Cisjordanie par l'ajout d'une technologie pour de nouveaux « *postes d'identification et d'inspection* ». AnyVision entretient également des caméras pour l'armée israélienne au cœur de la Cisjordanie afin d'espionner les Palestiniens et de permettre à l'armée israélienne de prendre les civils pour cibles en toute illégalité.

AnyVision se vante d'être une société de « *concepteurs*

d'intelligence artificielle et de vétérans de la sécurité », ayant plus de 20 ans d' *« expérience de terrain »*. Le président d'AnyVision, Amir Kain, est un ancien chef du département Sécurité au ministère israélien de la Défense. L'un de ses conseillers, Tamir Pardo, est un ancien chef du Mossad, l'agence de renseignement d'Israël.

Le ministère de la « Défense » d'Israël est responsable de la perpétration de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité répétés dans le territoire palestinien, incluant des massacres à Gaza et un nettoyage ethnique à Jérusalem. Le Mossad est un organisme criminel qui permet directement de violer le droit international et les droits de l'homme des Palestiniens par des opérations secrètes illégales et des exécutions extrajudiciaires.

Le gouvernement israélien soutient systématiquement les sociétés privées qui, à des fins lucratives, exportent sa technologie et ses tactiques répressives. Les profits tirés de cette affaire infecte servent à compenser les dépenses militaires d'Israël et les autres coûts de son régime d'apartheid.

Exporter la répression

Les organisations de défense des droits civils et des universitaires aux États-Unis ont donné l'alarme sur l'utilisation de la reconnaissance visuelle. L'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) a mis en garde contre cette technologie qui a *« d'énormes implications sur les libertés civiles »* et le juriste Woodrow Hartzog l'a décrite comme *« le mécanisme de surveillance le plus dangereux jamais inventé »*.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) appelle les personnes de conscience à boycotter AnyVision, et à s'en désinvestir, jusqu'à ce qu'elle mette fin à ses violations des droits de l'homme dans le monde. En particulier, nous appelons

à faire pression sur Microsoft pour qu'elle abandonne sa relation honteuse avec AnyVision et son investissement dans cette société alors qu'ils violent les propres principes de Microsoft sur la reconnaissance visuelle.

Le mouvement BDS a aussi appelé au boycott des sociétés HP en raison de leur complicité profonde dans les violations des droits de l'homme des Palestiniens. Leur complicité se trouve aujourd'hui extrême étant donné leur collaboration avec AnyVision.

Nous appelons les institutions académiques et les universitaires de conscience à s'abstenir de collaborer avec AnyVision afin de ne pas conférer une légitimité scientifique à de graves violations du droit international.

Source : [BDS movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Solidarité et unité dans l'opposition à la militarisation mondiale : déclaration du BNC sur le Cachemire

Le 12 août 2019 / Par le Comité National BDS (BNC) palestinien
/ Inde

Dans ce moment grave, nous sommes solidaires de la population du Cachemire. Nos oppresseurs sont unis et nos luttes seront plus fortes si nous aussi nous unissons.

Le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), coalition la plus large de la société palestinienne, partagent le choc et la colère de la population du Cachemire et des forces démocratiques de l'Inde et du monde entier devant la décision autoritaire du gouvernement indien dirigé par le Parti Bharatiya Janta (BJP) d'annuler effectivement du jour au lendemain la relative autonomie de l'État de Jammu et du Cachemire. Nous dénonçons l'utilisation croissante des paradigmes et de la politique à l'israélienne par l'actuel gouvernement indien.

En introduisant par décret présidentiel des changements juridiquement douteux dans la constitution indienne, le gouvernement de droite à Delhi a encore plus sapé les droits internationalement reconnus de la population du Cachemire, et en particulier son droit à décider démocratiquement de son avenir, sans qu'elle soit ni informée, ni consentante.

Le gouvernement indien a imposé cette décision le 5 août tout en gardant le Cachemire coupé du monde, les lignes téléphoniques et internet étant fermés, ses dirigeants politiques placés en résidence surveillée, et ses rues mises sous un strict couvre-feu renforcé par un déploiement massif de l'armée et les forces paramilitaires et de police.

La vallée du Cachemire faisait déjà partie des zones les plus militarisées du monde et maintenant, près d'un million de personnes armées y sont déployées pour imposer l'ordonnance du gouvernement. Le couvre-feu et le black-out sur la communication sont toujours en place une semaine plus tard. Vendredi, les premiers rapports sur les manifestations massives à Srinagar sont arrivés, et on y fait état de

l'utilisation de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles par le personnel de sécurité indien. Des journalistes en visite ont rencontré dans les hôpitaux des victimes blessées par des fusils à plombs qui, pour certains, allaient étudier ou faisaient du pain dans leur boutique lorsqu'ils ont été atteints.

Les histoires d'atrocités et de violations des droits de l'Homme ne sont pas nouvelles au Cachemire. Des associations de défense des droits de l'Homme ont enregistré des cas d'assassinats extrajudiciaires, de détention arbitraire, de torture, de viols, de disparitions forcées, d'aveuglements massifs et de répression de manifestations et d'expression démocratique, parallèlement à l'immunité des forces armées depuis plus de 30 ans. Le Cachemire a été prévu comme un point de discordance entre les deux Etats nucléaires, l'Inde et le Pakistan, et jamais en tant que peuple avec ses propres aspirations et les droits stipulés par l'ONU.

Pas plus tard qu'en 2018, le Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies a émis un rapport complet sur la situation au Cachemire exigeant l'accès à une enquête indépendante, que l'Inde a refusé en parlant d'un « récit mensonger ».

En tant que Palestiniens, nous ressentons profondément les souffrances de la population du Cachemire sous répression militaire qui, très souvent, ressemble aux formes israéliennes d'assujettissement et de contrôle. Aujourd'hui, le gouvernement de Modi s'est littéralement inspiré du projet colonial d'Israël pour permettre des changements démographiques forcés sur le terrain. Les changements constitutionnels introduits par le gouvernement du BJP mettent au rebut la capacité de l'État du Jammu et Cachemire de créer ses propres lois au sujet de la propriété, de l'emploi, de la résidence, etc.. Cette disposition ayant disparu et New Delhi appelant déjà à des investissements privés, la nature démographique de la région est prête à un remaniement

permanent, prenant exemple sur les Israéliens qui créent 'des faits accomplis sur le terrain' avec leurs colonies illégales de peuplement dans le territoire palestinien occupé.

S'inspirer du colonialisme de peuplement israélien n'est que le dernier renforcement des liens et de l'admiration de l'Inde dirigée par Modi pour l'Israël d'apartheid. Comme nous avons pu l'observer au cours des années, l'Inde emprunte la méthodologie et l'idéologie d'Israël et utilise les armes israéliennes pour contrôler le Cachemire. En 2014, le ministre de l'Intérieur du gouvernement du BJP, Rajnath Singh, est allé en Israël et a dit qu'il était « impressionné par la barrière électronique qui maintient sous blocus deux millions de Palestiniens à Gaza. Une barrière similaire est déjà en cours de déploiement le long de la Ligne de Contrôle entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde est le plus grand importateur mondial d'armes israéliennes. Les fusils Tavor, symbole même de la botte militaire dans la vallée du Cachemire, et les drones, que l'Inde déploie pour contrôler la région, sont fabriqués par Israël. Des délégations militaires israéliennes sont allées au Cachemire pour entraîner les troupes indiennes.

Benjamin Netanyahu s'apprête à aller à nouveau en Inde en septembre, et de gros contrats d'armement seront à nouveau sur la table, comme ils l'étaient lors de la précédente rencontre. Les armes israéliennes qu'utilise l'Inde pour opprimer les habitants du Cachemire ont été testées sur le terrain sur les corps des Palestiniens.

Notre campagne pour un embargo militaire total sur Israël est donc directement lié à l'opposition à la militarisation mondiale, y compris la militarisation du Cachemire.

Dans les circonstances graves d'aujourd'hui, nous sommes solidaires de la population du Cachemire. En Inde et à travers le monde, des forces de conscience s'opposent à ce mouvement qui abroge l'autonomie limitée de Jammu et du Cachemire. Nous ne devons pas rester silencieux devant cette injustice

historique que le gouvernement dirigé par le BJP a imposée au Cachemire. Nos oppresseurs sont unis et nos luttes seront plus solides si nous aussi nous nous unissons.

Nous appelons à une pression internationale sur le gouvernement indien pour qu'il révoque ses dernières mesures qui violent les droits de la population du Cachemire selon le droit international et qu'il reconnaisse et respecte ces droits. Nous en appelons aux gens de conscience en Inde, dont les dirigeants ont autrefois été un fer de lance du mouvement mondial des non alignés et de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, pour qu'ils travaillent à mettre fin à l'alliance militaire et sécuritaire de l'Inde avec Israël. Ceci non seulement mettrait fin à la complicité honteuse de l'Inde dans la répression de la liberté, de la justice et de l'égalité des Palestiniens, mais cela bénéficierait aussi à la lutte pour les droits de la population du Cachemire, ainsi qu'aux combats pour une justice sociale et économique du peuple indien.

Source : [BDS movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Pas d'impunité pour le nettoyage ethnique à Jérusalem – Boycottez Israël, maintenant !

25 juillet 2018

Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique depuis 1967, en détruisant les maisons de centaines de familles palestiniennes à Wadi Hummus, Jérusalem-Est occupée. Notre réponse la plus efficace, c'est le BDS.

Lundi, Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique depuis 1967, contre le quartier palestinien de Wadi Hummus dans Jérusalem-Est occupée. Lors d'un raid de l'armée lancé à l'aube, les soldats israéliens ont détruit, en seulement quelques heures, les maisons de centaines de familles palestiniennes. Cette attaque intervient presque immédiatement après qu'un tribunal militaire israélien eut autorisé les démolitions. Cent seize autres maisons sont sous la menace imminente de démolitions à Wadi Hummus.

L'importance du crime ne réside pas seulement dans sa seule ampleur.

Si les démolitions agressives des maisons par Israël ne sont pas arrêtées maintenant, d'autres communautés palestiniennes vont suivre. Rien qu'à Jérusalem, au moins un tiers de toutes les maisons palestiniennes risquent la démolition. Cela signifierait le déplacement forcé de quelque 100 000 Palestiniens. Dans la périphérie de Jérusalem, 46 communautés bédouines palestiniennes se battent depuis des années contre la menace de leur expulsion.

En mobilisant le pouvoir populaire, il est possible d'entraver

la capacité d'Israël à nettoyer ethniquement la population palestinienne autochtone de Jérusalem et à confiner de force les Palestiniens dans des bantoustans façonnés par son mur et ses colonies illégaux.

Il y a des années qu'Israël a mis Wadi Hummus dans une situation grotesque. La plus grande partie des terres où des maisons palestiniennes ont été construites sont en Zones A et B, selon le zonage des Accords d'Oslo, et donc sous le contrôle administratif de l'Autorité palestinienne (AP). Pourtant, le mur a de facto annexé la zone à Jérusalem, l'isolant du reste du territoire palestinien occupé.

En effectuant des démolitions de maisons pour la première fois dans des zones sous l'administration de l'AP, au prétexte que des maisons étaient trop proches du mur d'apartheid lui-même illégal, Israël a envoyé un message clair : ici, il n'y a aucun espace sûr pour les Palestiniens, les seules frontières qui comptent sont celles fixées par l'armée d'Israël – entérinées par ses tribunaux et par la complicité de la communauté internationale et d'entreprises.

Ce nouveau crime israélien a lieu exactement 15 ans après l'approbation par l'Assemblée générale des Nations-Unies, et à une écrasante majorité, du verdict de la Cour internationale de Justice déclarant le mur illégal. Cette décision des Nations-Unies rappelait à tous les États leur obligation de « *s'assurer qu'Israël respecte le droit international humanitaire* ».

Les démolitions de maisons font partie intégrante du régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid sur le peuple palestinien. Ce régime se manifeste sous de nombreuses formes, notamment le siège et les assauts armés récurrents contre les deux millions de Palestiniens de Gaza, l'incarcération de milliers de prisonniers politiques palestiniens et de détenus administratifs, le déni des droits des réfugiés palestiniens, la construction grandissante de

colonies de peuplement illégales, et la longue liste des lois racistes, comprenant la loi sur l'État nation juif qui confère un statut constitutionnel au régime d'apartheid d'Israël.

Notre réponse la plus efficace à ce régime, ainsi qu'aux institutions et entreprises qui rendent possibles ces crimes, c'est le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (le BDS). Boycotts et sanctions ont joué un rôle décisif dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et ils jouent un rôle de plus en plus percutant dans la fin du régime d'occupation et d'apartheid d'Israël.

Nous devons intensifier nos efforts au niveau populaire pour responsabiliser et faire respecter les droits des Palestiniens.

Intensifions et renforçons nos campagnes en cours :

- en sensibilisant et en montant des campagnes afin de couper tous liens militaires et de sécurité avec Israël, notamment par l'arrêt des recherches conjointes avec Israël dans les domaines militaires et de la sécurité.

- en s'associant aux appels à HSBC pour qu'ils se désinvestissent de Caterpillar, dont les machines ont été utilisées pour détruire les maisons à Wadi Hummus.

- en rejoignant la campagne de pressions sur les entreprises HP pour qu'elles mettent fin à leur complicité dans les violations israéliennes des droits de l'homme, notamment leur fourniture de serveurs au Registre national de la population d'Israël. Ce registre administre les politiques de citoyenneté qui privent les citoyens palestiniens d'Israël et les habitants palestiniens de Jérusalem de leurs droits humains et civils fondamentaux.

- en renforçant et en montant des campagnes exhortant les églises, les syndicats et les fonds de pensions à se désinvestir et/ou à exclure toute acquisition de toute

entreprise criminelle impliquée dans les violations israéliennes des droits humains, notamment dans les démolitions de maisons et le nettoyage ethnique. Cela comprend Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo et JCB.

– en demandant au Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme de résister aux pressions d'Israël et de ses groupes de pression, et de diffuser les bases de données des 206 grandes sociétés impliquées dans l'entreprise coloniale israélienne illégale.

Source: [BDS MOVEMENT](#)

Traduction: JPP pour BDS FRANCE

BDS@14 : L'espoir face à l'apartheid israélien

9 juillet 2019

La croissance de notre résistance populaire et du mouvement mondial BDS conduit par les Palestiniens nous donne de l'espoir à un moment où le régime israélien d'extrême droite intensifie son régime d'apartheid et ses crimes contre notre peuple, dans un partenariat sans limites avec l'administration Trump anti-palestinienne et avec la complicité de l'Union Européenne et de régimes arabes despotiques.

Aujourd'hui, les Palestiniens commémorent, avec un mélange d'inquiétude et d'espoir, le 14ème anniversaire de l'appel BDS lancé en 2005 par la société palestinienne dans sa quête de la liberté, de la justice et de l'égalité.

La croissance de notre résistance populaire et du mouvement mondial BDS conduit par les Palestiniens nous donne de l'espoir à un moment où le régime israélien d'extrême droite intensifie son régime d'apartheid et ses crimes contre notre peuple, dans un partenariat sans limites avec l'administration Trump anti-palestinienne et avec la complicité de l'Union Européenne et de régimes arabes despotiques.

La Nakba continue d'Israël contre le peuple palestinien se manifeste très brutalement dans son siège illégal et ses massacres à répétition qui ont réduit Gaza à un ghetto inhabitable, causant des souffrances inqualifiables à ses deux millions de Palestiniens.

C'est également mis en évidence par son déni constant du droit au retour, internationalement reconnu, pour les millions de réfugiés palestiniens, son nettoyage ethnique progressif des autochtones palestiniens, particulièrement à Jérusalem, et son adoption de la dite Loi de l'État-Nation du peuple Juif, qui fait entrer son régime d'apartheid vieux de plusieurs décennies dans la constitution.

Aujourd'hui, c'est aussi le 15ème anniversaire de la décision de la Cour Internationale de Justice de condamner le mur construit par Israël dans le territoire palestinien occupé comme illégal et de rappeler à tous les Etats leur obligation

de refuser reconnaissance, aide ou assistance à Israël dans ses violations du droit international et, au contraire, d'agir pour y mettre fin. Quinze ans plus tard, Israël continue à construire ses colonies illégales et le mur d'apartheid, dont Trump se sert comme d'un modèle pour justifier son projet de mur anti-immigration le long de la frontière mexicaine.

Mais nous réagissons avec l'aide des syndicats et des mouvements sociaux représentant des millions de personnes dans le monde qui rejoignent le mouvement BDS. Ils reconnaissent que le régime fanatique israélien d'oppression contre les Palestiniens est devenu un modèle pour les tendances politiques racistes, xénophobes et fascistes en Europe, aux Etats Unis, au Brésil, en Inde, aux Philippines et ailleurs.

#Apartheid a été le deuxième hashtag le plus populaire qui s'est développé pendant l'Eurovision dans le Tel Aviv d'apartheid, expliquant partiellement l'échec du concours à attirer plus de 5.000 personnes, par rapport aux 40.000 à 50.000 qui y étaient attendus. Plus de 100 activités commerciales, culturelles et sportives d'Italie se sont déclarées en juin libres d'apartheid israélien, rejoignant des dizaines de conseils municipaux et d'espaces culturels d'Espagne et à travers l'Europe.

L'équipe nationale de football d'Argentine a annulé l'année dernière un match amical avec Israël après avoir reçu des appels de Palestiniens et d'associations internationales de solidarité. Au cours de la même année, Natalie Portman, Shakira, Lana del Rey, entre autres éminents artistes, ont annulé leurs engagements en Israël pour protester contre ses crimes envers les Palestiniens. Des dizaines de DJ et autres musiciens ont rejoint le boycott culturel d'Israël.

La semaine dernière, plus de 100 artistes et personnalités culturelles, dont certains d'Hollywood, ont condamné le McCarthisme d'un festival germanique qui a annulé la prestation du rappeur Talib Kweli parce qu'il refusait de renoncer à son soutien à BDS.

Quinze jours plus tôt, l'Institut Britannique d'Etudes Moyen-orientales (BRISMES) a adopté le boycott académique des universités israéliennes à cause de leur complicité dans la planification, la mise en œuvre et la justification par Israël des graves violations des droits de l'Homme. BRISMES rejoint nombre d'associations universitaires américaines qui ont adopté le boycott ces dernières années. La Semaine de l'Apartheid Israélien de 2019 a été un grand succès, malgré la montée de la répression antidémocratique aux Etats Unis et en Europe.

FNV, le plus important syndicat hollandais avec 1.1 million de membres, a abandonné son partenariat avec Hewlett-Packard à cause de la complicité des sociétés de la marque HP avec l'apartheid israélien et ses violations du droit international. L'action mondiale en ligne #StopCemex a touché plus d'un million de personnes, transformant efficacement l'effort de propagande annuelle du géant du ciment en une formidable campagne contre la complicité de CEMEX avec les colonies illégales et le mur israéliens.

La pression se poursuit sur les gouvernements. Le Congrès National du Chili a voté à une large majorité l'année dernière l'interdiction des produits issus des colonies israéliennes illégales construites sur la terre volée aux Palestiniens,

tandis que la campagne pour interdire les produits des colonies sur les marchés européens se poursuit.

Même les plus grandes institutions financières plient sous la pression populaire. Une filiale entièrement détenue par le géant de l'assurance AXA s'est désinvestie du fabricant de drones Elbit Systems, qui vend des armes utilisées par l'armée israélienne dans ses attaques sur les Palestiniens, après une campagne de pression qui se poursuit jusqu'à ce qu'AXA se désinvestisse totalement d'Elbit et des banques israéliennes qui financent l'entreprise de colonisation israélienne.

Ceci arrive après que HSBC ait confirmé en fin d'année dernière qu'elle s'était entièrement désinvestie d'Elbit Systems. Maintenant, les militants s'activent pour s'assurer que HSBC se désinvestit aussi de Caterpillar dont les équipements sont régulièrement utilisés par l'armée et les forces de sécurité israéliennes pour démolir les maisons, les écoles, les vergers, les champs d'oliviers et autres terres agricoles.

Pour répondre à la poursuite continue de la Nakba par Israël, la façon la plus efficace de célébrer l'anniversaire de BDS, c'est d'accroître la campagne BDS :

* En sollicitant tous les niveaux de gouvernement pour qu'ils coupent les liens militaires et sécuritaires avec Israël et en faisant pression sur les universités et centres de recherche pour qu'ils mettent fin à leur recherche militaro-sécuritaire avec Israël.

* En soutenant le droit de défendre les droits des Palestiniens grâce aux actions non violentes de BDS, parce qu'elles font partie de la liberté d'expression qui devrait être protégée dans toute démocratie.

* En rejoignant les campagnes croissantes de boycott et/ou de désinvestissement contre les entreprises complices telles que, entre autres, AXA, HP, CEMEX, HSBC et Puma.

* En votant les résolutions de BDS dans davantage d'églises, d'associations universitaires et d'espaces culturels.

* En promouvant et respectant les lignes directrices établies par les Palestiniens pour un tourisme éthique et en faisant pression sur Airbnb, Booking.com, Expedia et Tripadvisor pour qu'ils mettent fin à leur complicité dans la normalisation des colonies illégales d'Israël et autres violations des droits fondamentaux des êtres humains.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Le métro de Mexico annule partiellement des événements

israéliens et une exposition de photos à cause des mensonges de l'ambassade d'Israël

24 mai 2019 / Par Palestinian BDS National Committee (BNC) :
Le Comité national palestinien de BDS (BNC) / Mexico, Latin America

À la suite de manifestations, le métro de la ville de Mexico a retiré 12 photographies de l'exposition « Un regard sur Israël » financée par l'ambassade d'Israël au Mexique.



Our mobilization was able to dismantle Israeli propaganda:
Part of Israel's photo exhibit and other whitewashing events in the metro of Mexico City have been canceled!



Notre mobilisation a réussi à démonter la propagande israélienne :

Une partie de l'exposition de photos d'Israël et d'autres événements de « blanchiment culturel » dans le métro de la

ville de Mexico ont été annulés !

À la suite de manifestations, le métro de la ville de Mexico a retiré 12 photos de l'exposition « Un regard sur Israël » financée par l'ambassade d'Israël au Mexique. L'exposition était installée dans deux stations de métro, dans le cadre d'un mois entier d'activités, qui incluaient également des danses, ainsi qu'une semaine de projections de films. Un spectacle de danse organisé par l'ambassade d'Israël le 15 mai, Jour de la Nakba, et la plupart des projections de films ont également été annulés à la suite de manifestations en faveur des droits des Palestiniens.

Le métro de la ville de Mexico transporte plus de 5.5 millions de passagers à travers la ville chaque jour.

La ville de Mexico a demandé que les photos soient retirées après que près de 40 organisations, syndicats et réseaux mexicains, ainsi que les missions diplomatiques de la Palestine, du monde arabe et d'États membres de l'Organisation de la coopération islamique se soient exprimé contre l'exposition parce qu'elle ne respectait pas le droit international et la position mexicaine officielle sur les territoires qu'Israël occupe.

L'administration de la ville a retiré les 12 photos immédiatement après avoir été notifiée qu'elles présentaient à tort des images du Plateau du Golan, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie comme faisant partie d'Israël. Ces territoires sont soumis à l'occupation militaire brutale d'Israël. Selon la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, passée en 1967, ces territoires sont considérés comme occupés et n'appartiennent donc pas à Israël, une position adoptée par le Mexique la même année et qui n'a pas changé.

Mahmoud Nawaja'a, coordinateur général du Comité national palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BNC), a déclaré :

Le fait que l'ambassade d'Israël ait menti en présentant ces territoires comme israéliens n'est pas un hasard. Cela fait partie de la stratégie d'Israël pour légitimer ses tentatives pour annexer illégalement des terres palestiniennes et syrienne. Nous apprécions vivement l'action rapide de la ville de Mexico et son respect du droit international.

Des groupes de la société civile manifestent contre le mois entier d'activités organisées par l'ambassade d'Israël dans le métro de la ville de Mexico, y compris les photographies et événements restants, car ils participent à la tentative d'Israël de dissimuler son régime d'apartheid et l'occupation militaire en utilisant l'art et la culture.

Mahmoud Nawaja'a a déclaré:

Le gouvernement israélien utilise régulièrement l'art et la culture pour détourner l'attention de ses crimes contre le peuple palestinien et ses violations du droit international. Nous en appelons de tout notre cœur à la ville de Mexico et aux organisations des droits humains dans cette ville pour qu'ils refusent tous les spectacles ou expositions qui sont financés par le gouvernement israélien ou ses ambassades, jusqu'à ce qu'Israël respecte tous les droits des Palestiniens.

###

Le Comité national de BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Traduction : MUV pour BDS France

Source : bdsmovement.net / BNC

Les Palestiniens condamnent unanimement l'attaque du Parlement allemand contre le droit de boycotter l'apartheid et la colonisation israéliens

24 mai 2019 / par le Comité National BDS palestinien (BNC)

À travers les déclarations émises, et par l'Organisation de Libération de la Palestine, seule représentante légitime du peuple palestinien, et les associations de la société civile palestinienne, et par les manifestations devant les Bureaux de la représentation allemande à Ramallah et à Gaza, les Palestiniens ont unanimement condamné la résolution du 17 mai du Parlement allemand qui a trompeusement qualifié d'antisémite le Mouvement BDS conduit par les Palestiniens.

Dans une déclaration du 19 mai, le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine a dit de la résolution du Parlement allemand que c'était « une attaque contre le peuple palestinien et ses droits légitimes et inaliénables ». Le Comité Exécutif de l'OLP a dit que le mouvement BDS rejette « le racisme et la discrimination » et a appelé « le Parlement allemand à retirer cette décision » et « les partis allemands à rejeter la décision ». Il a par ailleurs averti que « le Comité Exécutif de l'OLP reconsidérera ses relations avec les syndicats, les partis et les institutions allemandes si l'Allemagne continue d'être

complice de l'occupation et de s'élever contre les droits du peuple palestinien.

Dans une déclaration sur un tweet du 17 mai, jour de la résolution du Parlement, le Mouvement BDS a décrit la résolution comme « se fondant sur des mensonges éhontés. Ce n'est pas seulement du McCarthyisme palestinien, c'est une trahison du droit international, de la démocratie allemande et du combat contre le véritable racisme anti-juif. »

Dans une manifestation avec 200 participants le mercredi 22 mai devant le Bureau de la Représentation allemande dans la ville de Ramallah occupée par Israël, les associations de la société civile palestinienne ont remis une lettre signée par les représentants de plus de 200 organisations de la société civile palestinienne. Cette lettre de la société civile disait que les associations « condamnent dans les termes les plus vifs » la résolution du Parlement, « rejettent les allégations et les inventions infondées du Bundestag » et appellent le Parlement allemand à « abroger cette résolution anti-palestinienne, anti-arabe ». Jeudi, une manifestation devant le Bureau de la Représentation allemande dans la Bande de Gaza, où vivent deux millions de Palestiniens dans une prison à ciel ouvert sous blocus israélien, a repris les mêmes messages.

La lettre de la société civile a dit que « Dénier aux Palestiniens le droit de plaider sans violence pour la liberté, la justice et l'égalité est anti-palestinien et met le Bundestag en porte-à-faux avec le droit international, avec les principes démocratiques universels et même avec la position officielle de l'Union Européenne ».

Les associations de la société civile palestinienne ont réaffirmé les principes que le Comité National palestinien de BDS avait tracés dans sa déclaration de 2017 intitulée « Racisme et discrimination raciale sont l'antithèse de liberté, justice et égalité », disant que « le mouvement BDS

rejette toute forme de racisme et de discrimination, dont l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme et le racisme anti-Noirs et l'homophobie, et s'inspire du mouvement anti-apartheid sud-africain et du mouvement américain pour les droits civiques. Le BDS cible la complicité, pas l'identité. » Ils ont appelé « l'Allemagne à mettre fin à toute forme de complicité avec l'occupation illégale et l'apartheid israéliens en interdisant les produits et les services des colonies illégales israéliennes, en mettant fin à tout commerce des armes et recherches militaires avec Israël et en soutenant la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël. »

Une seconde lettre de la société civile palestinienne, émise jeudi, a appelé « le Gouvernement allemand à se retenir d'adopter cette résolution et de la faire passer dans la loi », disant qu'agir ainsi « menacerait encore plus les relations entre les sociétés civiles palestinienne et allemande ». La lettre appelait aussi le gouvernement allemand à imposer un embargo militaire à l'encontre d'Israël et à coopérer pour réaliser les droits du peuple palestinien, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Dans une autre déclaration, l'association chrétienne palestinienne Kairos Palestine a dit que « les chrétiens de Palestine sont attristés et troublés » par la résolution du Parlement allemand. Kairos a expliqué : « L'État d'Israël, les institutions et les sociétés complices du déni des droits fondamentaux des Palestiniens sont les cibles du mouvement BDS. Tout le monde a le droit de critiquer les actions injustes d'un État et d'une société. Le mouvement BDS palestinien ne boycotte ni ne fait campagne contre aucun individu ni aucun groupe simplement parce qu'il est israélien. »

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Droit au Boycott Droit au BDS

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Mettons fin à la Nakba grâce à l'espoir, la résistance et une véritable solidarité

15 Mai 2019

de [Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#)

Les Palestiniens, en Palestine et en exil, commémorent aujourd'hui le 71ème anniversaire de la Nakba de 1948, catastrophe en arabe. L'espoir nous permet de continuer à résister et à revendiquer nos droits à la liberté, la justice, l'égalité et la dignité.

Les Palestiniens, en Palestine et en exil, commémorent aujourd'hui le 71ème anniversaire de la Nakba de 1948, catastrophe en arabe. L'espoir nous permet de continuer à résister et à revendiquer nos droits à la liberté, la justice, l'égalité et la dignité.

Nous envoyons un message de détresse et un appel à une véritable solidarité, et non à la charité, au moment le plus difficile de notre lutte pour la libération. Israël intensifie impitoyablement ce que le regretté Edward Saïd décrivait comme la "disparition" du peuple palestinien, aussi bien d'un point

de vue politique, que géographique et même physique. Cette disparition est facilitée par le soutien inconditionnel à Israël et contre les Palestiniens de l'administration Trump et par la profonde complicité de l'Union Européenne et des autres puissances mondiales.

La Nakba a été un nettoyage ethnique délibéré et systématique, commis par les milices sionistes puis plus tard par l'État d'Israël, contre le peuple indigène palestinien en 1948 afin de faire de la place à la colonisation suprémaciste. Mais ce n'est pas qu'un crime du passé, ce crime n'a cessé depuis lors.

Le régime israélien d'occupation militaire, de colonisation et d'apartheid est plus vicieux que jamais et s'accapare un maximum de nos terres ancestrales avec le moins de Palestiniens possible.

Le Comité National palestinien du BDS (BNC) envoie cet appel de détresse. Le siège brutal israélien a rendu Gaza invivable, où deux millions de Palestiniens sont délibérément victimes de manque de nourriture, de médicaments, d'électricité, d'eau potable, de matériaux de construction, d'emplois, anéantissant ainsi toute chance de survie économique.

Il est devenu une obligation morale de premier ordre d'agir pour mettre fin à l'immunité d'Israël et à ses incessants crimes contre l'humanité.

Nous avons besoin de votre aide pour intégrer la lutte pour les droits des Palestiniens aux luttes mondiales pour la justice et les droits sociaux, économiques, climatiques, de genre, d'origine et de race.

Il est plus urgent que jamais que les personnes de conscience et que les mouvements progressistes à travers le monde rompent les liens de complicité qui unissent leurs entreprises, leurs institutions et leurs états au régime d'oppression israélien.

Inspiré du mouvement de solidarité avec la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, nous appelons à intensifier les campagnes pour :

- **Mettre fin au soutien militaire des États-Unis et de l'Europe à Israël, à leur commerce et aux recherches jointes sur le matériel de sécurité, à leurs fabricants d'armes (comme Elbit), et aux universités complices.**
- **Se retirer de toutes les entreprises et banques, israéliennes et internationales, impliquées dans les violations israéliennes des droits fondamentaux des Palestiniens, y compris l'industrie du tourisme. Par exemples les banques Leumi et Hapoalim, HP, G4S, Caterpillar, Airbnb, Hyundai Heavy Industries, Cemex, le ciment Heidelberg entres autres.**
- **Boycotter les institutions universitaires, culturelles et sportives israéliennes qui sont complices des crimes d'occupation et d'apartheid.**

En solidarité,

Secrétariat du Comité National palestinien du BDS

Le Comité national palestinien (BNC) du BDS est la plus large coalition dans la société civile palestinienne qui dirige et soutien le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Traduction : Lauriane G. pour BDS France

Source: [BDS Movement](#)

Refus officiel d'entrer aux États Unis au cofondateur du mouvement palestinien BDS

11 avril 2019

Palestinian BDS National Committee (BNC)

United States, Palestine

Le 10 avril, Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, s'est vu refuser l'entrée aux États Unis à l'aéroport Ben Gourion, bien qu'il eut un passeport et un visa en règle.

Le 10 avril, Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, s'est vu refuser l'entrée aux États Unis à l'aéroport Ben Gourion, bien qu'il eut un passeport et un visa en règle. Il devait faire une tournée étatsunienne et prendre la parole notamment à NYU à Washington, NYU à New York et à l'Université Harvard ; rencontrer aussi des acteurs politiques majeurs, des leaders d'opinion et des journalistes. Après sa tournée de meetings, Omar Barghouti devait être présent au mariage à venir de sa fille.

On trouvera ci-dessous le commentaire d'Omar Barghouti sur le refus étatsunien de le laisser entrer et un communiqué de presse de l'Institut Arabe Américain (AAI), l'une des organisations américaines qui prévoyaient de l'accueillir.

Omar Barghouti, défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et

Sanctions pour les droits des Palestiniens, a déclaré :

Cette interdiction étatsunienne à mon égard, motivée idéologiquement et politiquement, fait partie de la répression grandissante contre les défenseurs des droits palestiniens, israéliens et internationaux du mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité. Israël n'est pas simplement dans la poursuite de son système de plusieurs décennies d'occupation militaire et de nettoyage ethnique ; il externalise sa répression honteuse, Maccarthiste, vers les États Unis et vers des groupes xénophobes et d'extrême droite dans le monde.

Les soutiens de l'apartheid israélien aux États Unis essaient désespérément de priver des députés étatsuniens, des media, le public de l'Université de New York, d'Harvard, de la librairie Oncle Bobbie à Philadelphie et de la synagogue Tsedek de Chicago, de leur droit à écouter en direct un défenseur palestinien des droits humains qui appelle à la fin de la complicité américaine avec les crimes israéliens contre notre peuple. Mais mon débat avec Peter Beinart s'est déroulé aujourd'hui sur le campus de NYU de Washington, DC et toutes mes autres interventions vont se dérouler comme prévu, le public me verra simplement à l'écran au lieu de me voir en personne.

Une chose dont cette interdiction me prive et dont je ne peux avoir de compensation, est le droit d'être présent au mariage de ma fille qui vit aux États Unis. J'en suis blessé mais non découragé.

Avec le développement de liens intersectionnels qui mettent en relation BDS pour les droits des Palestiniens avec les luttes des communautés de couleur, des Américains autochtones, des militantes pour les femmes, de jeunes juifs du millénaire, des syndicalistes, des universitaires, des artistes, des étudiants, des groupes LGBTQI, des mouvements contre la guerre et d'autres, nous l'emporterons. Nous allons intensifier notre combat commun contre le fascisme et le racisme sous toutes

leurs formes par notre lutte cohérente moralement pour la justice, la dignité et pour une vie qui vaille d'être vécue, comme notre défunt poète Mahmoud Darwich a dit un jour.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'INSTITUT ARABE AMÉRICAIN

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

CONTACT: Tess Waggoner, twaggoner@aaiusa.org, 202-429-9210

L'ADMINISTRATION TRUMP REFUSE L'ENTRÉE À UN ÉMINENT DÉFENSEUR PALESTINIEN DES DROITS HUMAINS

La veille de sa tournée de conférences aux États Unis, le cofondateur de BDS, Omar Barghouti, interdit d'entrer.

WASHINGTON, D.C. (11 avril 2019) – Le 10 avril, Omar Barghouti, un éminent défenseur palestinien des droits humains, s'est vu interdire, à l'aéroport Ben Gourion, d'entrer aux États Unis, bien qu'il eut un titre de voyage valide. L'Institut Arabe Américain l'a invité à Washington pour participer à un certain nombre de conférences et de programmes éducatifs.

Barghouti, qui est cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) dirigé par la société civile palestinienne, devait se rendre aux USA pour une tournée de conférences qui incluait notamment des interventions publiques à NYU de Washington, DC, NYU de New York et à l'Université Harvard ; et des réunions avec des acteurs politiques de premier plan, des leaders d'opinion et des journalistes. Après sa tournée de conférences, Barghouti prévoyait d'assister au mariage imminent de sa fille.

Les difficultés à voyager qu'a eues Barghouti par le passé étaient dues aux restrictions imposées par le gouvernement israélien à ses entrées et sorties d'Israël en ne lui renouvelant pas son passeport. En ce sens, Amnesty

International a lancé un appel le 7 février 2019, exigeant d'Israël qu'il « mette fin à l'interdiction arbitraire de voyager au défenseur des droits humains, Omar Barghouti ».

En conséquence, il a reçu un passeport israélien. Comme il possédait déjà un visa pour les USA jusqu'en janvier 2021, le projet de sa tournée de conférences a été confirmé. Le 10 avril, cependant, Barghouti a été informé à l'aéroport Ben Gourion par la compagnie aérienne que le Consulat américain de Tel Aviv avait des instructions des Services Étatsuniens de la Citoyenneté et de l'immigration (USCIS) pour lui refuser de se rendre aux États Unis. Aucune explication n'a été donnée à Barghouti pour ce refus, sinon « une question d'immigration ».

Le Président de l'AAI, James Zogby a fait la déclaration suivante:

Omar Barghouti est une voix palestinienne majeure sur les droits humains. Le refus d'entrer imposé à Omar est le dernier exemple en date du mépris de ces droits par l'administration Trump. Les visites d'Omar aux États Unis n'ont jamais auparavant posé de problème, du fait de sa longue présence ici comme étudiant et lors de ses tournées de conférences. Il est clair que cette décision politique arbitraire est motivée par les efforts de cette administration pour faire taire les voix palestiniennes. Au moment où des membres du Congrès plaident pour des lois et des résolutions rétrogrades contre BDS, où des États ont voté des lois visant le mouvement non violent de boycott en violation de nos droits protégés par le Premier Amendement, il est perturbant que des acteurs politiques et le peuple américain n'aient pas l'opportunité d'écouter en direct les points de vue d'Omar. Les voix des défenseurs des droits des Palestiniens, que ce soit par des ciblage politiques ou par des lois rétrogrades et discriminatoires, sont étouffées lorsque des discussions ou des débats sont refusés.

Source : [BDS movement](#)

Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour, le Comité national du BDS réitère son appel pour un embargo militaire contre Israël

Comité national palestinien du BDS (BNC) / Palestine

30 mars 2019 – Les Palestiniens dans la bande de Gaza célèbrent la Journée de la Terre et le premier anniversaire de la Grande Marche du Retour de Gaza en protestant contre le siège cruel israélien et en exigeant leurs droits. Ces manifestants non armés sont confrontés aux tirs des tireurs embusqués israéliens qui, à ce jour, ont tué 195 manifestants, et en ont blessé 29 000. La Commission d'enquête des Nations-Unies a fait le constat que les attaques israéliennes contre les manifestants « *peuvent constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité* ».

Aujourd'hui, la société civile palestinienne renouvelle son appel pour un embargo militaire contre Israël et amplifier les campagnes BDS pour mettre fin à l'impunité d'Israël et le tenir responsable de ses crimes.

Sabreen Al Najjar, auxiliaire médicale de Gaza :

« Ma fille, Razan Al Najjar, auxiliaire médicale, a été

abattue par un tireur embusqué israélien alors qu'elle avait revêtu son uniforme blanc et qu'elle tentait de porter secours à des blessés qui manifestaient pour leurs droits. Durant la courte vie de Razan, elle a été contrainte de rester dans une bande de terre qui est une prison, densément peuplée, enfermée par les blocus et les murs israéliens. Elle a été le témoin de trois agressions militaires israéliennes qui ont blessé et tué des milliers de Palestiniens innocents. Pour elle et pour nous tous, les Palestiniens, la Grande Marche du Retour est notre cri pour la justice.

En nous rassemblant pacifiquement, chaque fin de semaine, pour des droits et libertés qui sont sans aucune hésitation librement reconnus à d'autres, c'est une obligation pour la communauté internationale que d'agir et de cesser de fournir à Israël les armes qu'il a utilisées pour tuer Razan, et tant d'autres comme elle. Je m'adresse aux organisations et aux États pour qu'ils mettent en pratique notre appel palestinien pour un embargo militaire contre Israël, afin que nous puissions vivre dans la liberté et la paix. »

Abulrahman Abunahel, organisateur communautaire et coordinateur du Comité national palestinien du BDS (BNC), basé à Gaza :

« Depuis plus de sept décennies, les Palestiniens luttent pour rentrer dans leurs foyers dont ils ont été déracinés lors de la Nakba en 1948. Israël nous prive de notre droit au retour. Au premier anniversaire de la Grande Marche du Retour qui se poursuit à Gaza, nous réitérons l'appel au boycott, au désinvestissement et à des sanctions pour les droits des Palestiniens. Il est grand temps d'isoler totalement et de poursuivre en justice le régime israélien de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid. L'effusion de sang, à Gaza et ailleurs en Palestine, doit être arrêtée. »

Najwan Berekdar, défenseur des droits humains, de Nazareth :

« En tant que citoyens palestiniens d'Israël, nous nous joignons à la Grande Marche du Retour pour exiger le respect du droit, reconnu par les Nations-Unies, au retour de tous les réfugiés palestiniens. Comme la plupart des Palestiniens de Gaza, beaucoup d'entre nous, Palestiniens de 48, avons été contraints de quitter nos foyers durant la Nakba de 1948, et nous n'avons jamais été autorisés à y retourner. Nous avons vécu sous une loi martiale jusqu'en 1966, et nous souffrons encore aujourd'hui sous les lois de l'apartheid israélien. La Journée de la Terre, que tous les Palestiniens célèbrent aujourd'hui, commémore ce jour de 1976 où les forces israéliennes ont tué six Palestiniens lors de manifestations de masse pacifiques en Galilée contre la confiscation par Israël de leur terre ancestrale. Israël doit être tenu responsable de ses crimes. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

L'impact de BDS en 2018

BNC | 29 novembre 2018

Cher supporteur,

Aujourd'hui, c'est la Journée Internationale de Solidarité avec le Peuple Palestinien, et nous célébrons les avancées

extraordinaires que le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens a obtenues avec votre soutien. Nous dévoilons les crimes et la politique d'apartheid d'Israël et nous organisons une pression pour y mettre fin.

[S'il vous plait, faites un don pour nous aider à faire encore mieux l'année prochaine.](#)

Voici simplement quelques faits saillants de l'impact direct et indirect de BDS en 2018 :

- Juste la semaine dernière, **Airbnb a décidé de ne plus profiter des colonies israéliennes tout à fait illégales** sur la terre volée aux Palestiniens. Ceci faisait suite à une campagne internationale menée par la coalition d'organisations **#StolenHomes** (maisons volées), affiliée au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens, et des organisations de défense des droits de l'Homme.
- Plus tôt ce mois-ci, Ilhan Omar **est entrée dans l'histoire** en devenant le premier membre du Congrès américain à **souscrire publiquement à BDS** en séance.
- Rashida Tlaib, première femme palestino-américaine élue au Congrès, **a fait l'éloge du mouvement BDS et a soutenu la réduction de l'aide militaire américaine à Israël.**
- Des mobilisations à travers le monde ont convaincu **l'équipe nationale de football d'Argentine**, menée par son capitaine Lionel Messi, à annuler sa rencontre amicale avec Israël.
- La chanteuse vedette **Lana Del Rey** est devenue l'une des 19 artistes à se retirer du Festival Meteor d'Israël, après que des milliers de fans et de militants du monde entier l'ait exhortée à respecter l'appel au boycott des Palestiniens. **Shakira et Lorde** font partie des autres grandes artistes qui ont annulé leurs concerts cette année en Israël. Plus de 100 DJ et artistes de musique électronique ont rejoint le boycott culturel sous le **#DjsForPalestine.**
- D'importantes organisations du **mouvement des femmes**

- indiennes**, qui représentent plus de 10 millions de femmes, ont souscrit au mouvement BDS et réclamé la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers.
- **Amnesty International a appelé à un embargo sur les armes pour Israël.** Elle a dénoncé les États Unis et l'Union Européenne pour leurs accords militaires avec Israël et les a tenus pour responsables de « l'alimentation de violations massives » des droits fondamentaux des Palestiniens.
 - Le **Parti Travailleiste britannique** a récemment voté le gel des ventes d'armes à Israël. En Irlande, un **ministre d'État et 50 députés irlandais** ont appelé l'Irlande à cesser de fournir des armes à Israël. Plus tôt, Dublin est devenue la **première capitale européenne à souscrire à BDS** pour les droits des Palestiniens.
 - **Des parlementaires d'Espagne et du Portugal** ont pris position pour les droits des Palestiniens et ont dénoncé les crimes de guerre d'Israël et sa loi raciste « d'État-nation du peuple juif ». **Plusieurs villes d'Italie et l'État espagnol ont appelé à un embargo des armes sur Israël.**
 - Le Mouvement Black lives matter a émis une vigoureuse déclaration de solidarité avec le peuple palestinien et a appelé les États Unis à mettre fin à son aide militaire annuelle de 38 milliards de dollars à Israël.
 - **40 organisations internationales juives pour la justice sociale** reconnaissent que le mouvement BDS a un engagement reconnu dans le « combat contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme et de fanatisme ». Elles condamnent les tentatives pour étouffer la critique de la politique israélienne.
 - **Le Prix Nobel 2018** de Chimie, le professeur George P. Smith, a exprimé son soutien au mouvement BDS et à la baisse de l'aide militaire américaine à Israël.
 - **Adidas a cessé de parrainer l'Association de Football d'Israël (IFA)**, qui comprend des équipes basées dans les colonies illégales construites sur la terre volée aux

Palestiniens, à la suite d'appels venus de plus de 130 clubs de sport palestiniens.

- Des syndicalistes et des militants des droits de l'Homme de Tunisie et du monde arabe **ont obligé la compagnie maritime israélienne Zim à suspendre ses trajets vers la Tunisie.**
- La **Fédération Canadienne des Étudiants**, qui représente plus de 500.000 étudiants, vient de voter à son Assemblée Générale annuelle le soutien au mouvement BDS.
- Leeds est devenue la **première université britannique** à se désinvestir de sociétés impliquées dans le commerce des armes avec Israël, suivant ainsi une campagne BDS par des militants de la solidarité avec la Palestine. L'université a désinvesti plus de 1.2 million de dollars d'avoirs de corporations qui font du commerce de matériel militaire avec Israël.
- Les Quakers sont devenus la **première église du Royaume Uni** à dire qu'elle « n'investira dans aucune société qui profite de l'occupation [militaire israélienne] ». Récemment, plusieurs églises américaines ont elles aussi voté le désinvestissement des sociétés israéliennes et internationales complices des violations des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël.
- Depuis **l'Afrique du Sud**, Nkosi Zwelivelile Mandela, membre du parlement et petit-fils de Nelson Mandela, a affirmé le rôle essentiel joué par BDS **pour mettre fin à l'apartheid israélien.**

[S'il vous plait faites un don à votre collecte de fonds de fin d'année, et aidez notre mouvement à devenir encore plus fort l'année prochaine.](#)

Ensemble nous pouvons, et nous réussirons à faire des mots « liberté, justice et égalité » non pas une aspiration, mais une réalité.

Solidairement,

Omar Barghouti

Comité National BDS (BNC) palestinien

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Elle conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BNC

Décision d'Airbnb de quitter les colonies illégales d'Israël : une victoire partielle pour les droits humains et contre l'impunité

Le 20 novembre 2018

Par le Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC) / États-Unis

Nous saluons la décision d'Airbnb de cesser ses activités commerciales dans les colonies illégales d'Israël en territoire palestinien occupé, suite à une campagne mondiale menée par Human Rights Watch et un certain nombre d'organisations affiliées au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

C'est un premier pas dans la bonne direction qu'Airbnb cesse de profiter du vol par Israël des terres appartenant aux autochtones palestiniens et de leurs ressources naturelles.

Airbnb, cependant, se contredit en ne supprimant pas de ses listes les biens situés dans des colonies israéliennes illégales à Jérusalem-Est occupé, y compris dans la Vieille-Ville. Toutes les colonies israéliennes dans des territoires palestiniens – et syriens – constituent des crimes de guerres selon le droit international. Jérusalem-Est ne fait pas exception.

Le tourisme socialement responsable et les pèlerinages devraient exclure tout logement illégal. L'industrie israélienne du tourisme utilise les maisons volées à des réfugiés palestiniens, par exemple, comme hôtels, chambres à louer, restaurants et autres.

La campagne contre Airbnb devrait continuer jusqu'à ce que la compagnie respecte entièrement ses obligations en matière de droits humains.

Nous reconnaissons aussi le rôle d'Airbnb au niveau mondial dans la détérioration systématique du droit au logement et du travail syndiqué dans le secteur hôtelier. Nous sommes solidaires avec ceux qui s'organisent pour que la compagnie rende des comptes sur ces sujets.

Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC)

Le Comité national du mouvement palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition au sein de la société civile palestinienne. Il mène et soutient le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions movement pour les droits des Palestiniens.

Traduction : MUV pour BDS France

Source : [The Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#), États-Unis

Oslo a 25 ans, la preuve que le BDS est essentiel pour un avenir libre et juste

13 septembre 2018 – Comité national palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BNC)

Alors que les Accords d'Oslo arrivent à leur 25e année, nous voyons bien que le « processus de paix » a servi de couverture à Israël pour voler plus de terres palestiniennes, expulser plus de Palestiniens de leurs maisons et commettre des crimes de guerre contre les Palestiniens sans qu'il ait à rendre des comptes. Il est plus important que jamais de redoubler d'efforts pour isoler l'apartheid israélien et créer un avenir où nous serons tous libres.

Aujourd'hui, 13 septembre 2018, est le 25e anniversaire de la signature des Accords d'Oslo et depuis, la vie des Palestiniens n'a fait qu'empirer. Le « processus de paix » d'Oslo a servi de couverture à Israël pour voler plus de terres palestiniennes, expulser plus de Palestiniens de leurs maisons et commettre des crimes de guerre contre les Palestiniens sans qu'il ait à rendre des comptes. Israël a adopté une législation qui officialise son système d'apartheid, utilisant la loi pour discriminer systématiquement les Palestiniens originaires du pays et nous priver de nos droits inhérents.

Nous exigeons les droits globaux de notre peuple, que les Accords d'Oslo ont sapés, et plus particulièrement le droit de nos réfugiés à retourner dans leurs maisons d'origine, nous

continuons donc de renforcer notre lutte populaire pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous continuons également à construire un mouvement BDS dans le monde entier comme la stratégie de solidarité la plus efficace pour couper les liens de complicité avec le régime d'oppression israélien. Après 25 ans d'ancrage de l'apartheid israélien par Oslo, il est grand temps que la justice soit rendue et que les responsables rendent des comptes.

Alors que l'Administration Trump se range sans aucune retenue aux côtés d'Israël et que l'Union européenne poursuit sa complicité, ne s'en tenant qu'à des déclarations, il est plus important que jamais pour les personnes de conscience du monde entier de soutenir notre mouvement pacifique, antiraciste.

Une solidarité efficace avec notre lutte aujourd'hui implique d'approuver un embargo militaire contre le régime d'apartheid d'Israël, de s'engager dans des initiatives pour le boycott académique et culturel de ses institutions complices, de faire campagne pour se désinvestir des entreprises qui se rendent complices de ses crimes, ou pour faire pression sur son régime d'extrême droite.

Comme dans la lutte pour la liberté en Afrique du Sud, la justice peut prévaloir en Palestine, avec le soutien des mouvements qui se battent dans le monde entier pour la justice.

Multiplions par deux nos efforts pour isoler l'apartheid israélien et nous créer un avenir où nous serons tous libres.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

« SodaStream est toujours soumis au boycott »

Comité national palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BNC) – le 22 août 2018

Le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens réagit à l'achat de SodaStream par PepsiCo.

22 août 2018 – Plus tôt dans la semaine, PepsiCo a annoncé qu'elle signait un accord pour l'achat de SodaStream, fabricant de machines pour carbonatation domestique. SodaStream a fait face à un boycott mondial en raison de sa complicité dans les graves violations des droits de l'homme des Palestiniens par Israël.

Omar Bargouti, cofondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestiniens, déclare :

« SodaStream est toujours soumis au boycott par le mouvement mondial du BDS conduit par les Palestiniens pour les droits des Palestiniens. Sa nouvelle usine est activement complice de la politique d'Israël pour le déplacement des citoyens bédouins palestiniens d'Israël, dans le Néguev. Les mauvais traitements par SodaStream et sa discrimination à l'encontre des travailleurs palestiniens ne sont pas non plus oubliés.

« Le mouvement BDS considère la fermeture de l'usine

SodaStream en Cisjordanie militairement occupée comme un succès, en droite ligne avec notre engagement de mettre fin aux violations israéliennes des droits de l'homme des Palestiniens. L'usine SodaStream a été montée dans l'une des plus importantes colonies de peuplement israéliennes, qui sont illégales, sur une terre volée aux Palestiniens et sur les ruines de sept villages palestiniens dont les habitants ont été chassés par la force pour laisser la place à une ville réservée aux seuls juifs, ceci en violation du droit international et d'une politique soutenue par les USA de plusieurs décennies.

« Comme ce fut le cas avec le boycott international et le désinvestissement des entreprises complices des crimes de l'Afrique du Sud de l'apartheid, toutes les entreprises qui sont complices des violations israéliennes des droits de l'homme des Palestiniens sont des cibles légitimes pour le mouvement BDS.

« Au plus fort de la campagne BDS contre SodaStream, la valeur de l'action de l'entreprise a chuté, et sa réputation a été entachée.

« Il est clair que le non-respect de l'appel BDS palestinien est moralement inacceptable car il est nuisible pour les droits de l'homme. Il est aussi nuisible pour les affaires. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et appuie le mouvement mondial de boycott, désinvestissements et sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

70 moments clés de la solidarité et du BDS pour la Palestine en 2018

Comité national palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BNC) – 8 août 2018

Voici une courte liste de moments en 2018 qui démontrent qu'il existe une reconnaissance grandissante des crimes d'Israël contre le peuple palestinien et qui inspirent des efforts dans le monde entier pour qu'Israël soit tenu responsable pour ses flagrantes violations des droits de l'homme. Les soutiens aux droits des Palestiniens se sont accrus dans les parlements, les conseils municipaux, les universités, les syndicats, les institutions culturelles, parmi les artistes et les groupes, et bien au-delà. Ensemble, chaque jour, nous le rendons toujours plus fort.

Voici donc 70 points fort de la solidarité et du BDS pour la Palestine en 2018. Nous mettons l'accent sur ces 70 moments d'espoir de cette année qui marque le 70^e anniversaire de la Nakba, ou « Catastrophe », toujours en cours, où les Palestiniens originaires de cette terre ont été expulsés en masse de leurs foyers pour y installer un État colonial à majorité juive.

Beaucoup des réponses ci-dessous font suite au massacre par Israël de 60 Palestiniens à Gaza le 14 mai 2018, pendant que le monde regardait les tireurs d'élite israéliens abattre les manifestants palestiniens simplement parce qu'ils affirmaient leur droit, en tant que réfugiés, de rentrer dans leur foyer et y vivre en liberté.

Au milieu de cette tragédie et de la répression israélienne, nous prenons très à cœur de voir que les appels à cesser d'armer Israël et à le tenir responsable pour ses crimes se font entendre de plus en plus fortement dans les peuples, et aussi qu'ils pénètrent les courants dominants.

Des gouvernements, partis politiques et parlementaires se prononcent

Des gouvernements, conseils municipaux, membres de parlement et de partis politiques dans plusieurs pays interviennent pour imposer un embargo militaire sur Israël, à l'instar de ce qui fut fait contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. D'autres cherchent à modifier ou à arrêter de fournir de l'armement et de la formation à l'armée israélienne.

1 – Après le massacre par Israël de 60 Palestiniens le 14 mai 2018, le très écouté sénateur US, Patrick Leahy, demande que le Département d'État « *établisser rapidement s'il fallait interdire aux individus et aux unités impliqués dans les tirs (israéliens) de recevoir une formation ou un équipement américains, comme le demande la Loi Leahy* ».

2 – L'Internationale socialiste, une association de 140 partis politiques dans le monde, dont 35 sont dans leur gouvernement, adopte le BDS et appelle à un embargo militaire sur Israël jusqu'à ce qu'il cesse ses violations des droits des Palestiniens et son système d'apartheid.

3 – Betty McCollum, membre du Congrès US, déclare : « *Nous devons veiller à ce qu'aucun argent des contribuables américains ne vienne soutenir la maltraitance et les sévices sur les enfants palestiniens* ». Elle exhorte ses collègues à coparrainer le H.R. 4391 : un projet de loi destiné à « *interdire que les fonds US soutiennent la détention militaire et les sévices violents d'Israël sur les enfants palestiniens* ». Elle affirme que « *ces mauvais traitements et sévices doivent cesser* ».

4 – Le responsable du Parti travailliste au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn, réitère l'engagement de son parti « *à reconsidérer la vente d'armes (à Israël) qui pourraient être utilisées en violation du droit international* », tandis que d'autres membres du Parlement, comme Andy Slaughter et Caroline Lucas, appellent explicitement le gouvernement britannique à #StopArmingIsrael.

5 – Le député travailliste Chris Williamson suggère de soutenir le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens. « *Après le massacre de Palestiniens non armés par le régime d'apartheid de Netanyahu, le moment n'est-il pas venu de soutenir la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions jusqu'à ce qu'Israël respecte ses obligations*

relevant du droit international ? Si c'est trop, le ministre fera-t-il au moins pression pour que soient réexaminés les critères de la licence d'exportations d'armes, car manifestement ils ne sont pas satisfaisants s'ils nous autorisent à continuer de vendre des armes à Israël, étant donné les évènements épouvantables auxquels nous venons d'assister hier ? ».

6 – Dans l'État espagnol, le parti progressiste Podemos demande un embargo militaire sur Israël, tandis que l'un des partis de gauche brésiliens les plus dynamiques, le PSOL (Parti socialisme et liberté), appelle à la suspension de toute relation militaire et diplomatique.

7 – La Belgique, l'Irlande et le Luxembourg convoquent leurs ambassadeurs respectifs en Israël après le massacre du 14 mai par Israël à Gaza.

8 – L'Afrique du Sud et la Turquie rappellent leurs ambassadeurs en Israël pour consultations, et la Turquie demande à l'ambassadeur israélien à Ankara de quitter le pays.

9 – Le Parti vert écossais diffuse [une excellente vidéo](#) éducative expliquant pourquoi le BDS est devenu une nécessité.

10 – Le Parti vert du Canada affirme que le Canada « *doit suspendre tout commerce militaire avec Israël* ». Il décrit comment l'armée d'Israël à Gaza « *tire... sur des civils non armés lors d'une manifestation pacifique* » en « *violation manifeste de toutes les normes internationales acceptées* ».

11 – Dans un vote historique, le Sénat irlandais vote un projet de loi interdisant l'importation de biens et de services produits dans les colonies de peuplement israéliennes illégales montées sur des terres palestiniennes volées. La sénatrice Frances Black, qui a présenté ce projet de loi de 2018 sur les Territoires occupés, déclare que la demande pour que cesse tout commerce des produits des colonies « *n'est pas une exigence radicale : elle recherche une cohérence dans la politique étrangère (irlandaise) avec la dissociation des violations manifestes du droit humanitaire* ».

12 – La Norvège donne son « feu vert » aux boycotts des colonies illégales d'Israël construites sur une terre palestinienne volée.

13 – Les démocrates de Californie votent en faveur d'un projet de loi important pour empêcher l'argent des contribuables US de soutenir la détention et les mauvais traitements qu'inflige

l'armée israélienne aux enfants palestiniens. Ils ont également voté contre les projets qui cherchent à réduire au silence les partisans du mouvement BDS en faveur des droits des Palestiniens.

14 – Une parlementaire française demande « *pourquoi la France ne condamne-t-elle pas le blocus illégal de Gaza ?* ». Elle appelle à la solidarité avec les Palestiniens de Gaza et déclare « *le gouvernement français doit mettre fin à l'impunité d'Israël* ».

15 – Le mouvement BDS est nommé pour le Prix Nobel de la paix par un parlementaire norvégien, avec le soutien de son parti progressiste, le Rødt (Rouge). Il affirme que le BDS « *doit être soutenu sans réserve par toute personne et tout État ayant l'esprit démocratique* ».

Des autorités locales prennent position

16 – Dublin devient la première capitale européenne à soutenir le BDS pour les droits des Palestiniens et à demander aux sociétés Hewlett Packard (HP) de cesser leur complicité dans l'apartheid israélien.

17 – Durham, en Caroline du Nord, devient la première ville US à interdire à son département de Police de participer à des échanges internationaux avec la police ou l'armée israéliennes. Dans un vote unanime, le conseil municipal de Durham interdit les échanges de sa police avec toute agence internationale qui donnerait aux agents de Durham « *une formation de type militaire* », ce qui est contraire à la vision de la ville en matière de sécurité communautaire.

Celles et ceux qui soutiennent cette interdiction affirment que les tactiques israéliennes, racistes et violentes, non seulement violent les droits de l'homme des Palestiniens, mais aussi nuisent aux communautés noire et brunes lorsqu'elles sont importées aux États-Unis.

18 – Une vague de grandes villes dans tout l'État espagnol exprime un fort soutien aux droits des Palestiniens. Toutes dénoncent la décision du Président Donald Trump de déplacer l'ambassade US à Jérusalem, et critiquent avec fermeté le récent massacre israélien de Palestiniens à Gaza. Beaucoup appellent à un embargo sur les armes vers Israël et exhortent les gouvernements à veiller à son application.

Le conseil municipal de Barcelone vote en faveur d'un embargo militaire total sur Israël avec le soutien de l'écrasante

majorité de ses membres. Ada Colau, maire de Barcelone, tweete que le gouvernement de sa ville va demander au gouvernement fédéral et à tous les partis politiques d'arrêter tout commerce militaire avec Israël, conformément aux appels d'Amnesty International.

Valence, capitale régionale, est la ville la plus importante au monde à voter pour devenir une zone libre de l'apartheid israélien, et elle soutient explicitement le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

19 – Quatre grandes villes italiennes appellent à un embargo sur les armes vers Israël, en soutien aux droits des Palestiniens. Naples et Turin rejoignent Florence et Bologne. En plus, le conseil municipal de San Giuliano Terme, dans la région de Pise, non seulement demande la fin de la vente d'armes à Israël, mais il soutient aussi le mouvement BDS.

20 – Le conseil régional de Los Rios, l'un des 15 gouvernements régionaux du Chili, approuve une résolution qui demande au gouvernement national de « *condamner la répression militaire contre les Palestiniens dans la bande de Gaza* » et de « *reconsidérer l'accord de coopération* » entre l'armée chilienne et l'armée israélienne jusqu'à ce qu'il soit certain que les droits des Palestiniens sont respectés. La ville de Valdivia, capitale de la région Los Rios, appelle aussi à la révision des accords militaires et à mettre fin à « *toutes les négociations et traités économiques avec Israël* ».

21 – En Écosse, le conseil municipal de Glasgow promet à celles et ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens qu'il ne parrainera plus les foires d'armement qui mettent en vedette les fabricants d'armes israéliens et veillera à ce que les lignes directrices de la ville pour l'accueil de tels événements montrent que « *Glasgow est une ville qui respecte les droits de l'homme* ».

22 – Le conseil du comté de Monaghan devient la cinquième autorité locale irlandaise à soutenir le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens. Il suit ceux de Dublin, Derry, Donegal et Galway, et fait faire un pas de plus vers la création en Irlande d'une zone libre de l'apartheid israélien.

Progression des boycotts et annulations d'évènements culturels, sportifs et musicaux

23 – L'équipe nationale de football d'Argentine, dirigée par le capitaine Lionel Messi, annule son match amical avec Israël

24 – Shakira annule son concert de juillet à Tel Aviv, suite à une campagne dans laquelle s'étaient engagés des militants libanais, colombiens, états-uniens, palestiniens, israéliens, et d'autres. La star Natalia Oreiro, nommée aux Grammy, annule son concert en Israël après des appels venant de groupes d'Argentine et d'Uruguay, et aussi du père d'Ahed Tamimi, et de groupes de femmes palestiniennes et israéliennes.

25 – Plus de 500 artistes latino-américains soutiennent le boycott culturel d'Israël jusqu'à ce il « *respecte les droits complets du peuple palestinien en vertu du droit international* ».

26 – Natalie Portman refuse publiquement de se rendre en Israël pour le Prix Genesis israélien qui est directement lié au bureau du Premier ministre israélien, ce qui aboutit à l'annulation de toute la cérémonie. Les représentants de Portman ont écrit le 2 avril : « *Nous avons suivi les dernières informations venant de Gaza avec une inquiétude croissante, et nous sommes préoccupés par le fait qu'il ne nous paraît pas approprié d'organiser une cérémonie compte tenu des actions du gouvernement et de la récente escalade* ».

27 – Des dizaines de groupes musicaux, principalement au Royaume-Uni, rejoignent le boycott culturel d'Israël après le massacre israélien du 14 mai 2018 à Gaza.

28 – Tiago Rodrigues, le directeur du Théâtre national du Portugal, annule sa participation à un festival israélien et rejoint le boycott culturel d'Israël, c'est le premier directeur d'un théâtre national en Europe à agir ainsi.

29 – Le lord-maire de Dublin, et lauréat de l'Eurovision pour l'Irlande, Charlie McGettigan, appelle au boycott du Concours Eurovision de la chanson 2019 qui doit être organisé par Israël, en solidarité avec les Palestiniens.

30 – Plus de 25 Islandais – près de 8 % de la population totale – signent une pétition pour le boycott de l'Eurovision 2019.

31 – 11 artistes et directeurs se retirent du Festival du film LGBT de Tel Aviv.

32 – Gilberto Gil, musicien brésilien légendaire et héros culturel, annule son spectacle du 4 juillet à Tel Aviv.

33 – Jean-Luc Godard et 80 autres artistes en France publient une lettre commune dénonçant la Saison culturelle France-

Israël de 2018, initiative commune parrainée par les gouvernements français et israélien. Les signataires refusent de participer aux événements organisés dans ce contexte.

34 – Le syndicat général tunisien adopte le BDS et la société civile tunisienne demande le boycott académique et culturel d'Israël à l'occasion du septième anniversaire de la Révolution de la liberté et de la dignité en Tunisie. Parmi les participants figurent d'éminents universitaires, des artistes de renom et d'importants dirigeants politiques et syndicaux.

35 – Six artistes se retirent du Festival de musique Pop-Kultur parrainé par l'ambassade israélienne à Berlin. Le musicien de renommée mondiale Brian Eno condamne cette collaboration dans un entretien vidéo. Le groupe britannique Shopping, l'auteur-compositeur-interprète Richard Dawson, la musicienne galloise Gwenno et l'artiste américain John Maus ont été les premiers à se retirer du festival de cette année. Deux groupes progressistes juifs d'Allemagne ont également déclaré qu'ils boycottent Pop-Kultur tant qu'il outrepassera la ligne de protestation du BDS.

36 – Des personnalités culturelles de premier plan, comme Massive Attack, Angela Davis, Patti Smith, Danny Glover, Viggo Mortensen, Peter Gabriel et Tunde Adebimpe condamnent le Festival artistique de la Ruhrtriennale en Allemagne pour avoir au départ lâché le groupe Young Fathers pour son soutien aux droits des Palestiniens. Elles se félicitent de la décision du Festival allemand de réinviter le groupe et de défendre le BDS comme un exercice légal de la liberté d'expression.

37 – S'agissant du boycott sportif, plus de 30 villes italiennes, certaines importantes, manifestent tout le long de quasiment toutes les étapes de la course cycliste du Giro d'Italie partant de Jérusalem. Le président de l'association italienne des entraîneurs de football annonce son boycott de la course.

38 – Les célèbres rappeurs américains Tyga et Fat Joe annulent leurs concerts en Israël. Du fait de cette annulation, c'est tout le Festival qui les accueillait qui est annulé.

39 – Une université et un centre de recherches thaïlandais coupent leurs liens avec l'Université Ariel, une université israélienne installée dans une colonie de peuplement illégale,

sur une terre volée aux Palestiniens.

40 – L’auteure britannique Kamila Shamsie respecte la ligne de protestation du BDS palestinien et refuse d’être publiée en Israël, indiquant qu’il manque un éditeur israélien « *qui soit complètement dégagé de l’État* » et citant les violations par cet État des droits des Palestiniens. Elle fait partie d’un nombre grandissant d’auteurs.

La société civile internationale intensifie sa pression et les plaidoyers

41 – Amnesty international appelle à un embargo sur les armes vers Israël et publie [cette vidéo puissante](#) pour promouvoir son appel. Le groupe condamne avec fermeté les États-Unis et l’Union européenne pour leurs accords militaires avec Israël et il les tient responsables d’ « *alimenter les violations massives* » des droits de l’homme des Palestiniens.

42 – Human Rights Watch documente les crimes de guerre d’Israël contre les Palestiniens à Gaza et affirme que ses dirigeants officiels doivent en être tenus pour responsables. Le groupe demande « *des sanctions contre les dirigeants impliqués dans les graves violations continues des droits de l’homme* ». Un rapport antérieur de HRW expose de quelle façon les banques israéliennes financent et profitent des colonies de peuplement illégales.

43 – La Coordination européenne des comités pour la Palestine (ECCP) réitère son appel à un embargo militaire immédiat sur Israël.

44 – Le Forum suisse pour les droits de l’homme en Israël/Palestine, organe de coordination de groupes chrétiens influents et de défense des droits de l’homme, envoie une lettre au gouvernement suisse appelant à un embargo militaire.

45 – Quarante-deux organisations de la société civile de six pays d’Asie (Japon, Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Inde et Pakistan) demandent aux Nations-Unies de publier leur base de données des entreprises qui opèrent dans les colonies de peuplement israéliennes illégales sur une terre palestinienne volée.

46 – Dans une victoire majeure de l’Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) pour la liberté d’expression, un tribunal fédéral a invalidé une loi du Kansas qui visait à réduire au silence les défenseurs des droits de l’homme qui boycottent Israël en raison de ses violations des droits des

Palestiniens. Le tribunal a jugé que la loi constituait un déni inconstitutionnel de la liberté d'expression. Après sa défaite devant le tribunal, le Kansas modifie sa loi et n'exige plus que les personnes payées par l'État aient à certifier qu'elles ne boycottent pas Israël ou ses colonies illégales.

47 – Les défenseurs de la liberté d'expression et des droits des Palestiniens remportent une victoire à la cour générale du Massachusetts quand une commission clé refuse de présenter un projet de loi visant à empêcher le gouvernement de l'État de signer des contrats avec des partisans du boycott économique d'Israël.

Syndicats et mouvements sociaux

48 – Les grandes organisations du mouvement des femmes indiennes, représentant plus de dix millions de femmes, soutiennent le mouvement BDS et demandent la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers.

49 – Le Mouvement pour la vie des Noirs (MBL) aux États-Unis publie une déclaration puissante de solidarité avec le peuple palestinien suite au récent massacre par Israël à Gaza, le 14 mai, et demande que le gouvernement US cesse d'armer Israël. Il s'oppose à ce que 3,8 milliards de dollars des contribuables américains soient versés à Israël pour que cet État puisse « *acheter des armes à des entreprises US qui seront utilisées sur les Palestiniens* ».

50 – La Fédération des syndicats des journalistes dans l'État espagnol et le Syndicat des travailleurs de la communication en Irlande appuient officiellement l'appel au BDS.

51 – Des personnalités culturelles noires aux États-Unis, comme Jesse Williams, Rosario Dawson, Tom Morello, Michelle Alexander, Danny Glover, Vic Mensa, Angela Davis et Talib Kweli, approuvent une lettre des Défenseurs des rêves, qui appelle tous les représentants US à signer le H.R. 4391. Ce projet de loi, qui empêchera que les impôts des contribuables US aillent soutenir les détentions et mauvais traitement en cours des enfants palestiniens par l'armée israélienne, compte 22 co-auteurs et signataires.

52 – Quarante organisations juives pour la justice sociale à travers le monde reconnaissent que le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens a fait la preuve de son engagement à « *lutter contre l'antisémitisme et toutes les formes de*

racisme et de bigoterie ». Des États-Unis à l'Afrique du Sud, en passant par le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Allemagne, le Brésil, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, Israël, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, l'Argentine et au-delà, elles condamnent les tentatives d'étouffer toute critique de la politique et des systèmes d'injustice d'Israël.

53 – Cent cinquante syndicats, partis, ONGs et groupes confessionnels dans 16 pays européens appellent l'Union européenne à cesser de financer les entreprises d'armement israéliennes jusqu'à ce qu'Israël cesse ses violations flagrantes des droits des Palestiniens.

54 – L'Organisation nationale irlandaise des enseignants (INTO) vote son total soutien à la position du Congrès irlandais des syndicats (ICTU) sur la Palestine, y compris son total soutien au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

Les entreprises

55 – Adidas cesse son parrainage de la Fédération israélienne de football (IFA), dont certaines équipes sont basées dans les colonies de peuplement illégales construites sur une terre volée aux Palestiniens. Plus de 130 clubs sportifs palestiniens avaient exigé d'Adidas qu'il annule son accord de parrainage avec l'IFA.

56 – Le géant français de la location de voitures, Europcar, ferme ses sites de location gérés par son franchisé israélien dans les colonies de peuplement israéliennes illégales construites sur une terre palestinienne volée. Il suit un nombre grandissant d'entreprises qui se sont retirées de l'occupation militaire israélienne.

Une autre entreprise française, Systra, promet aux défenseurs des droits de l'homme de se retirer d'un projet pour prolonger la « *ligne du tramway de Jérusalem* » qui relie les colonies israéliennes illégales à Jérusalem. Les défenseurs des droits de l'homme disent de ce tramway que c'est « *un outil pour la politique coloniale d'Israël et son annexion de Jérusalem, en totale violation du droit international* ».

57 – Le directeur général de Versarien confirme une perte de 4 millions de dollars à cause de la campagne BDS. Versarien est une entreprise d'ingénierie qui travaille en partenariat avec Israel Aerospace Industries.

58 – Une entreprise turque de haut niveau refuse d'aider à la

construction de l'ambassade US à Jérusalem même après qu'un partenariat dans lequel elle est impliquée eut remporté le contrat pour le projet.

59 – Une entreprise de construction jordanienne refuse de vendre des matériaux pour la construction d'un gazoduc reliant la Jordanie à Israël. Un représentant de cette entreprise a déclaré qu'elle refuse de travailler avec le gouvernement israélien.

60 – Les entreprises Hewlett Packard (HP) font face à une perte potentielle de 120 millions de dollars en Inde, à cause de leur complicité dans les violations israéliennes des droits de l'homme des Palestiniens. Cela vient après que la plus importante association d'étudiants de l'Inde, forte de 4 millions de membres, eut rejoint le mouvement BDS en s'engageant à boycotter les entreprises HP pour leur complicité bien documentée dans les violations graves israéliennes des droits de l'homme des Palestiniens.

61 – Après la campagne réussie des militants BDS au Japon, et à travers le monde, Honda annule son évènement en Israël parrainé par le gouvernement israélien, avec la star de la course à moto, Joe Roberts.

Roberts a clairement indiqué qu'il n'aurait pas accepté de prendre le départ s'il avait su que la course devait, initialement, se dérouler dans une colonie israélienne illégale dans le territoire palestinien occupé.

62 – L'Olympia Food Co-op, la première épicerie des États-Unis à boycotter les produits israéliens en soutien au mouvement BDS, remporte une victoire juridique importante quand un tribunal de l'État de Washington déboute le gouvernement israélien dans l'action en justice qu'il avait intentée contre elle.

Les universités et conseils étudiants

63 – Les étudiantes et les étudiants du Barnard College (Université de Columbia) à New York votent massivement leur soutien à une résolution BDS pour se désinvestir des entreprises qui profitent des violations des droits des Palestiniens par Israël. Le rapport dit que « *tant les opposants que les partisans du mouvement BDS pensent que Barnard pourrait bien être un chef de file* ».

Toujours à New York, plus de 50 groupes étudiants de l'université de New York (NYU) soutiennent le mouvement BDS

pour les droits de l'homme des Palestiniens.

Le gouvernement étudiant de l'Université d'État de Californie à East Bay vote à l'unanimité en faveur d'une résolution demandant à l'Université de se désinvestir des entreprises qui profitent de l'occupation militaire illégale de la Palestine.

64 – À l'Université du Chili, 90 % des étudiantes et étudiants de la faculté de philosophie et des sciences humaines votent le soutien au boycott académique des institutions et universités israéliennes. Les étudiants occupent également le principal bâtiment de l'Université pour protester contre la Nakba palestinienne qui se poursuit et le récent massacre israélien à Gaza.

65 – Trente-huit groupes étudiants de l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni, appellent au boycott de BAE Systems et Caterpillar, pour leur implication dans les crimes de guerre israéliens.

Une autre université britannique, l'Université de Manchester, met fin à ses ventes d'houmous de Sabra après une campagne BDS réussie sur le campus.

Sabra est détenue conjointement par PepsiCo et le groupe Strauss. Strauss investit et soutient la Brigade Golani de l'armée israélienne qui se rend responsable de violations flagrantes des droits de l'homme des Palestiniens. Violations qui incluent des assassinats arbitraires, agressions, incarcérations, expulsions, arrestations d'enfants, et usages d'armes chimiques comme le phosphore blanc.

66 – Le Congrès des étudiants sud-africains (SASCO) prend note du massacre par Israël de plus de 60 Palestiniens à Gaza, le 14 mai 2018, et il affirme son soutien au BDS et au boycott académique d'Israël. Il demande également au ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud de mettre en œuvre immédiatement la résolution du parti au pouvoir pour une rétrogradation « sans condition » de l'ambassade d'Afrique du Sud en Israël en bureau de liaison, jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

67 – Les étudiantes et étudiants de l'Université George Washington votent pour se désinvestir des entreprises qui se rendent complices des violations des droits des Palestiniens. Ils demandent à leur université de se désinvestir des entreprises qui « *fournissent des biens et des services aux forces militaires israéliennes* » qui sont utilisés pour

« bombarder les hôpitaux de Gaza, raser aux bulldozers les maisons des Palestiniens, construire des murs d'apartheid illégaux, et étouffer et violer davantage les droits de l'homme des Palestiniens ».

68 – Le Syndicat des étudiants d'Irlande (USI), organisme qui chapeaute les syndicats étudiants, vote le soutien au BDS, à la suite de l'Université nationale d'Irlande à Galway (NUIG), de l'Institut Galway-Mayo de Technologie (GMIT), de l'Université Queen's de Belfast (QUB) et du Trinity College de Dublin (TCD).

Les Églises/Groupes confessionnels

69 – L'Église épiscopale adopte officiellement un écran d'investissement pour éviter de tirer profit des violations des droits de l'homme par Israël contre les Palestiniens. L'Église compte plus de 3 millions de membres aux États-Unis.

70 – Christian Peacemaker Teams International soutient un boycott des entreprises Hewlett Packard (HP) en raison de leur complicité dans les violations israéliennes des droits de l'homme des Palestiniens.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

La justice marque un but. Adidas ne sponsorise plus la Fédération Israélienne de Football

31 juillet 2018

/ De Palestinian Campaign for the Academic and Cultural

Boycott of Israel (PACBI) / Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël

Suite à une campagne mondiale, Adidas ne sponsorise plus les équipes de football dans les colonies illégales israéliennes. Les Palestiniens appellent le nouveau sponsor Puma à cesser d'être complice avec les violations du droit international d'Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël salue la décision d'Adidas de ne plus sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA).

En mars dernier, plus de 130 clubs palestiniens de football ont appelé le fabricant allemand d'articles de sport à arrêter de sponsoriser l'IFA à cause de sa complicité dans l'oppression des Palestiniens. L'IFA comprend six équipes israéliennes de football basées dans des colonies illégales israéliennes – colonies qui volent aux Palestiniens leur terre et leurs ressources. La colonisation israélienne est considérée comme un crime de guerre en droit international.

Une campagne mondiale très animée a suivi, avec des défenseurs des droits de l'homme du monde entier appelant Adidas à arrêter de sponsoriser les matches se jouant sur des terres palestiniennes volées. En juin, une pétition internationale qui avait récolté plus de 16 000 signatures a été transmise au siège satellite d'Adidas à Amsterdam.

Dans une réponse aux clubs palestiniens, Adidas a déclaré avoir soulevé la question des équipes des colonies israéliennes auprès de la FIFA. Adidas, l'un des principaux partenaires de la FIFA, a indiqué la nécessité pour l'organisation mondiale du football de « prendre une décision sur la question des équipes des colonies israéliennes, en accord avec le droit international et sa politique de défense des droits de l'homme ».

Des organisations internationales de premier plan telles que

Human Rights Watch, ainsi que des experts des Nations Unies et 175 législateurs, ont pressé la FIFA de résoudre la question des clubs des colonies israéliennes.

Ce n'est pas la première fois qu'Adidas arrête de sponsoriser des entités israéliennes complices. À la suite de manifestations importantes, d'appels au boycott et de condamnations gouvernementales, Adidas avait arrêté de sponsoriser ce qui s'appelle le « Marathon de Jérusalem », dont l'itinéraire inclut des colonies israéliennes illégales et passe par le territoire palestinien occupé de Jérusalem-Est.

L'image d'Israël est devenue de plus en plus négative après les massacres généralisés de Palestiniens de Gaza qui manifestaient pacifiquement pour obtenir les droits que leur a reconnus l'ONU. Israël a tué près de 150 Palestiniens, dont des journalistes, du personnel médical et plus de 20 enfants, depuis la fin mars.

Parmi les plus de dix mille Palestiniens blessés par la politique de « tirer pour tuer ou handicaper », il y a plus de 50 athlètes dont la vie a été définitivement changée par des infirmités et la carrière sportive brisée.

Avertissement à Puma

Une autre compagnie d'articles de sports allemande, Puma, a remplacé Adidas et signé un contrat de sponsoring de l'IFA de quatre ans.

En sponsorisant l'IFA, Puma associe sa marque internationale à la politique israélienne d'expansion de ses colonies, politique qui chasse les Palestiniens d'origine dans un nettoyage ethnique progressif, par la saisie illégale de leurs terres et la démolition de leurs maisons. L'iconique félin vend par le biais du sport l'occupation militaire israélienne et les violations des droits des Palestiniens.

Le Code éthique de Puma affirme que la compagnie est engagée

en faveur des droits de l'homme et porte « grandement attention aux préoccupations exprimées par les institutions internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les représentants de la société civile ».

En tant que signataire du Pacte mondial des Nations Unies, Puma a aussi l'obligation de s'assurer qu'il ne se rend pas « complice de violations de droits de l'homme ».

Le consensus international est clair. Les colonies israéliennes sont illégales. Puma s'expose à des campagnes mondiales de boycott de la part de consommateurs engagés qui défendent les droits de l'homme.

Nous appelons Puma à arrêter de sponsoriser la Fédération d'Israël de football (IFA) aussi longtemps qu'elle participera aux graves violations du droit international par Israël et à l'oppression des Palestiniens.

Le félin devrait sauter pour défendre les droits des Palestiniens.

<https://bdsmovement.net/news/team-justice-scores-adidas-no-longer-sponsoring-israel-football-association>

Traduction Mireille Vaucoret pour BDS France